

COLLECTION ENCYCLOPÉDIQUE
fondée par Paul Angoulvent

Le 4 septembre 1870, Gambetta proclame la IIIe République ; en 1958, à l'issue de la crise algérienne, le général de Gaulle revient au pouvoir avec pour mission de donner une nouvelle constitution à la France. Cet ouvrage retrace l'histoire de ces quatre-vingt-huit années durant lesquelles le pays connaît de nombreux et durables bouleversements entraînant de profondes mutations de la société. De l'installation de la IIIe République à la chute de la IVe, cette synthèse éclaire aussi la politique extérieure et coloniale de son évolution économique et sociale.

Rachid Azzouz est agrégé d'histoire-géographie

Derniers titres parus



9,00 €   22415725 / 01 / 2000

Que sais-je ?

Rachid Azzouz

La France de 1870 à 1958



puf

A Jean-Luc Bertin

ISBN 2 13 050264 4

Dépôt légal — 1re édition : 1999, décembre

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Le 4 septembre 1870, après la défaite militaire de Napoléon III, Gambetta proclame la IIIe République. En 1958, à l'issue de la crise algérienne, de Gaulle revient au pouvoir avec pour mission de donner une nouvelle constitution à la France. Au cours de ces quatre-vingt-huit années, la France va connaître de profonds et durables bouleversements.

Les Français vont se diviser sur des questions importantes comme la nature du régime, l'expansion coloniale, la politique extérieure ou encore sur le rôle de l'État dans la vie économique et sociale du pays.

En 1946, la République s'impose de nouveau après le douloureux épisode du régime de Vichy. L'État devient, en 1946, un véritable « chef d'entreprise » qui gère une part importante de l'activité économique du pays et intervient dans le domaine social afin de faire évoluer la législation. Sous la IVe République, la France entre dans l'ère du modernisme et du progrès à l'instar des autres pays développés. Le pays s'enrichit tandis que le niveau de vie des Français ne cesse de s'élever.

Dans le domaine de la politique extérieure, la IIIe République a développé l'expansion coloniale tandis que la IVe République est confrontée dès ses débuts à un mouvement de contestation dans ses colonies. Face à un Parti communiste omnipotent, la France montre son attachement au bloc occidental. Le fiasco de Suez entraîne un revirement de la poli-

tique étrangère de la France en matière de défense. La France se tourne résolument vers la construction européenne et se lance dans l'ère atomique.

De 1894 à 1958, ceux que l'on nomme dorénavant les intellectuels prennent publiquement position sur tous les problèmes de société. Ils se sont opposés sur de nombreux sujets et engagés publiquement sur le nationalisme, le pacifisme, le communisme, le fascisme, le libéralisme, le régime de Vichy, l'anti-américanisme, la société de consommation, la décolonisation... en utilisant tous les moyens de communication, notamment la presse, la radio et plus tard la télévision. Ces intellectuels vont entraîner des générations entières derrière eux. L'opposition entre Sartre et Aron symbolise l'engagement de ces intellectuels et leur divergence, notamment sur le soutien à l'URSS. En 1956, R. Aron écrivait : « Que dans notre génération, aucune amitié n'ait résisté aux divergences d'opinion publique, que les amis aient dû politiquement changer ensemble pour ne pas se quitter, est à la fois explicable et triste. »

Chapitre I

LA VIE POLITIQUE

Entre 1870 et 1958, la France passe d'un régime républicain à un autre. Toutefois, une des lignes de clivage politique de cette période est la lutte entre deux camps antagonistes : les républicains, héritiers de la Révolution française, et les forces profondément hostiles à la République et à l'héritage de la Révolution.

La République s'installe presque par erreur dans un contexte de défaite militaire alors que les derniers plébiscites avaient montré que le régime de Napoléon III semblait solidement installé : une République sans républicains naît donc en 1870. Menacée dès ses débuts ; les lois constitutionnelles votées presque inaperçues vont permettre d'asseoir progressivement la légitimité de la République. Cependant, les forces antirépublicaines s'organisent pour lutter contre une République qui va traverser de graves crises politiques. L'attitude sur la question du régime et le problème de la laïcité constituent la véritable ligne de démarcation entre la gauche et la droite, notamment sous la IIIe République.

Au cours de la première guerre mondiale, l'Union sacrée va limiter cette opposition entre républicains et antirépublicains. Pendant les années 20, l'attrait du communisme puis des régimes totalitaires dans les années 30, va profondément diviser la société fran-

çaise qui va connaître des crises et des divisions profondes entre deux Frances presque irréconciliables.

La défaite militaire suscite une « divine surprise » dans les milieux conservateurs. Le régime antirépublicain de Pétain veut nier l'héritage de la Révolution française, on y retrouve les forces conservatrices hostiles à la République.

Avec la chute du régime de Vichy, les Français montrent leur souhait de voir un nouveau régime républicain s'installer. Toutefois, confrontée à la guerre froide, à la décolonisation et surtout à une instabilité ministérielle, la IVe République est vite discréditée. Malgré une importante œuvre économique et sociale, elle disparaît dans l'indifférence générale.

I. — Crises et enracinement de la République (1870-1913)

1. L'installation de la République : un régime né de la défaite.

A) *La Commune de Paris.* — Après la défaite militaire de Sedan, le 4 septembre 1870, Gambetta proclame la IIIe République. Le gouvernement auquel participent le général Trochu, J. Favre et J. Ferry est chargé sous la pression populaire de poursuivre la guerre. Face à un gouvernement qui n'entend pas prolonger les combats, Paris s'organise ; 380 000 hommes constituent la Garde nationale. Un comité central républicain apparaît, il réclame des mesures sociales en faveur des Parisiens assiégés.

Le 28 janvier 1871, la France signe un armistice qui suscite une profonde indignation des Parisiens. Bismarck souhaite la tenue rapide d'élections afin d'en-

treprendre des négociations avec un pouvoir représentatif. A l'issue des élections du 8 février 1871, les Français émettent le souhait de voir la paix s'instaurer, ils élisent une Assemblée conservatrice dominée par les monarchistes. Sur 675 sièges, on ne compte que 170 à 180 républicains élus, 400 monarchistes (225 nobles). Thiers, ancien ministre de Louis-Philippe, à 73 ans, est désigné par l'Assemblée « chef du pouvoir exécutif de la République française... en attendant qu'il soit statué sur les institutions définitives ».

La volonté de Thiers de récupérer les canons (payés par une souscription populaire) entreposés à Montmartre et à Belleville provoque un soulèvement de la population parisienne. Thiers se retire à Versailles tandis que le comité lève l'état de siège, rétablit la liberté de la presse... Au cours de la semaine sanglante du 21 au 28 mai 1871, avec l'aide de Bismarck, la Commune de Paris est écrasée. Le bilan s'élève à 880 morts « versaillais », 20 000 morts « communards », 270 condamnations à mort dont 26 exécutions, 13 450 condamnations dont 7 500 à la déportation en Nouvelle-Calédonie. La Commune apparaît comme une réaction populaire hostile à l'État politique et social représenté par « Versailles ».

Thiers se présente comme le restaurateur de l'ordre, il montre sa volonté de « liquider les menaces d'une République sociale ». Il affirme : « On ne parle plus du socialisme et l'on fait bien. Nous sommes débarrassés du socialisme. »

B) *Le gouvernement de Thiers (1871-1873).* — Le 10 mai 1871, la paix de Francfort prévoit de céder en Lorraine les centres sidérurgiques de Moyeuvre et Hayange, le versement d'une indemnité en or ou en devises étrangères de 5 milliards jusqu'en 1874 au titre du paiement des frais d'occupation. La France

accorde à l'Allemagne sur le plan douanier le « traitement de la nation la plus favorisée ». Le recours à l'emprunt est un véritable succès, il permet dès septembre 1873 le paiement de l'indemnité ainsi que le départ des troupes allemandes.

Le 13 novembre 1872, lors de la rentrée parlementaire, Thiers affirme : « La République sera conservatrice, ou elle ne sera pas. » Sa politique suscite l'opposition des républicains qui lui reprochent son conservatisme, mais aussi celle des monarchistes qui souhaiteraient aller plus loin dans la restauration de l'ordre moral nécessaire au relèvement de la France. Le 24 mai 1873, Thiers démissionne, il est remplacé par Mac-Mahon.

C) *Le gouvernement de Mac-Mahon (1873-1879) : l'échec de la restauration.* — Mac-Mahon, militaire de tradition légitimiste, nomme le duc de Broglie « président du Conseil ». Celui-ci entend restaurer l'ordre moral en s'appuyant sur l'Église et lutter contre les méfaits du radicalisme. L'Administration, l'Université ainsi que la magistrature sont épurées tandis que la presse fait l'objet d'une véritable surveillance. Les bustes de Marianne sont retirés des mairies. Un cadre légal va être donné à la République en 1875, par le vote des lois constitutionnelles qui prévoient :

— Le pouvoir législatif : le Parlement se compose de la Chambre des députés, élue au suffrage universel masculin direct, et du Sénat, élu au suffrage indirect. Ces deux assemblées ont des pouvoirs identiques.

— Le pouvoir exécutif : le président de la République est élu pour sept ans par la Chambre des députés et le Sénat réunis en Congrès. Il bénéficie de l'irresponsabilité ; tous ses actes doivent être contresignés par des ministres solidairement responsables devant les chambres de la politique générale du gou-

vernement. Il nomme le « président du Conseil », qui doit recevoir l'investiture des deux chambres qui peuvent le renverser.

Les élections de 1876 montrent une certaine évolution ; les conservateurs bénéficient d'une faible majorité au Sénat (154 sur 300) alors que les républicains sont majoritaires à la Chambre des députés (340 députés républicains et 153 députés conservateurs). Cette situation entraîne la crise du 16 mai 1877. La volonté de Mac-Mahon de restaurer l'ordre moral suscite une opposition de la Chambre des députés qu'il finit par dissoudre le 25 juin 1877.

Les électeurs sont amenés à trancher ce différend lors des élections du 14 octobre 1877 qui accordent la majorité aux républicains. Mac-Mahon sort affaibli de cette crise, le 30 janvier 1879 il démissionne, il est remplacé par Jules Grévy, républicain modéré. Cette crise entre le président et la Chambre des députés contribue à affaiblir l'autorité du président de la République. Sous la IIIe République, aucun président n'a osé utiliser son droit de dissolution prévu par la Constitution.

2. **La République opportuniste : la consolidation du régime (1879-1899).**

A) *Les grandes forces politiques.* — L'échec de la restauration de l'ordre moral entraîne progressivement le ralliement d'une partie de la droite à la République. Celle-ci se divise en trois grands courants :

— Les légitimistes : ils sont partisans de la branche aînée des Bourbons. Après la mort, en 1883, de Henri V, ils refusent de se rallier à la branche cadette de Philippe d'Orléans. Fervents catholiques imprégnés d'un esprit social, une partie accepte l'encyclique *Rerum Novarum* en 1891 et le ralliement à la République en 1892 avec l'encyclique « Au milieu des sollicitudes » qui demandait aux catholiques d' « accepter la Constitution pour changer la législation ». Ils se tournent vers l'action sociale. Une autre partie refuse tout ralliement à la République et s'oriente vers les mouvements nationalistes comme l'Action française.

— Les orléanistes : partisans du comte de Chambord, petit-fils de Charles X se rallient au régime.

— Les bonapartistes : après la disparition du prince impérial en 1879, le camp bonapartiste se divise sur l'attitude à adopter face à la République.

A gauche, on trouve deux grands mouvements :

— Les radicaux souhaitent une amélioration de la société grâce au progrès et à la raison. Ils sont favorables à une certaine forme de libéralisme, à une « République démocratique et sociale », et marquent leur attachement à la propriété privée. On y trouve une clientèle essentiellement bourgeoise, des francs-maçons...

— Les socialistes attachés au marxisme souhaitent une révolution afin de renverser la société bourgeoise. Leur audience progresse à partir de 1879.

La majorité se compose des « opportunistes » qui pensent que « les grands principes de 1789 ne peuvent être traduits dans les faits que progressivement ». Ils sont libéraux en économie, fortement anticléricaux, favorables à la promotion sociale par l'éducation. Ils recrutent parmi une clientèle bourgeoise qui ne souhaite pas de bouleversements majeurs de la société.

B) *Les opportunistes au pouvoir (1879-1885).* — De 1879 à 1885, les opportunistes sont au pouvoir. J. Ferry apparaît comme un personnage central de la vie politique en France, il a joué un rôle primordial dans l'enracinement de la République.

Le premier ministère de J. Ferry dure de septembre 1880 à novembre 1881. En 1880, la Répu-

blique semble installée. Le 14 Juillet devient fête nationale, et *La Marseillaise,* l'hymne officiel. Les chambres sont de retour à Paris alors qu'en juillet 1880 la loi d'amnistie autorise les anciens communards exilés ou déportés à revenir en France. J. Ferry fait adopter toute une série de lois : loi du 16 juin 1881 sur la gratuité de l'école primaire, loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunion, loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Ferry, républicain convaincu, met en place ces lois scolaires afin de soustraire l'éducation des enfants à l'influence de l'Église, mais aussi afin de contribuer à développer le sentiment national.

Le deuxième ministère J. Ferry dure de 1883 à mars 1885, il fait adopter la loi du 21 mars 1884 dite loi Waldeck-Rousseau sur la liberté d'association professionnelle qui rend légale l'existence de syndicats. La loi d'août 1884 prévoit l'inéligibilité à la présidence de la République des familles qui ont régné, celle de décembre 1884 permet la suppression des sénateurs inamovibles et, en 1884, le divorce est autorisé.

Les élections de 1885 voient une certaine érosion des opportunistes. La droite a 200 élus, les opportunistes ont aussi 200 élus, tandis que les radicaux ont une centaine de sièges. Le refus des opportunistes de s'allier avec les radicaux qui réclament la création d'un impôt sur le revenu, mais aussi avec le centre droit qui souhaite l'apaisement des luttes religieuses, entraîne une instabilité gouvernementale. La démission du président Grévy en 1887 à la suite du scandale provoqué par son gendre qui faisait commerce des décorations engendre un climat malsain.

C) *Le temps des crises (1885-1899).* — Alors que les opportunistes ont adopté des mesures afin de consolider la République, la France va être confrontée à de violentes crises qui vont faire vaciller le régime.

La crise boulangiste[1] *:* le général Boulanger fut ministre de la Guerre dans le gouvernement Freycinet en 1886. Il entreprend de nombreuses réformes en faisant adopter le fusil Lebel (premier fusil français à répétition), introduit la bicyclette, en supprime les exemptions, notamment celles accordées aux membres du clergé (« les curés sac au dos »), et améliore le sort des soldats. Partisan d'une politique de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne, il est surnommé le « général Revanche ». Il est activement soutenu par la Ligue des patriotes fondée par Déroulède en 1882, dont le but est de « développer les forces physiques et morales de la nation » afin de préparer la Revanche.

Dans un contexte particulier, développement de l'antiparlementarisme, instabilité politique, crise économique, il incarne un sentiment nationaliste qui aspire à un régime fort, fondé sur la démocratie directe avec un chef élu au suffrage universel, des ministres responsables devant lui et non plus devant le Parlement. Profitant d'une grande popularité, en 1888, il est élu à cinq reprises avec la devise « Dissolution, Révision, Constituante ». Refusant de marcher sur l'Élysée et convaincu que les Français l'appelleront, il finit par s'enfuir à Londres puis à Bruxelles où il se suicide le 30 septembre 1891 sur la tombe de sa maîtresse.

Le scandale de Panama : il éclate en 1889, année de la célébration du centenaire de la Révolution française, après la liquidation de la compagnie en charge de la construction du canal qui ruine de nombreux petits épargnants. Le scandale touche la presse, les milieux financiers et politiques qui sont soupçonnés

1. J. Garrigues, *Le boulangisme,* Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1992.

d'avoir dissimulé des informations afin de s'enrichir au détriment des petits épargnants ; on les surnomme les « chéquards » ou les « panamistes ».

Les attentats anarchistes : la France doit faire face à une vague d'attentats anarchistes qui connaît son apogée avec l'assassinat du président Sadi Carnot le 24 juin 1894. La droite adopte les « lois scélérates » et s'unit avec la droite modérée et une partie des conservateurs qui forment le bloc.

L'affaire Dreyfus (1894-1899)[1] *:* elle constitue la crise la plus grave que connut la République. L'affaire Dreyfus s'inscrit dans le cadre d'une campagne antisémite lancée par Drumont lors du scandale de Panama. Le capitaine Alfred Dreyfus est arrêté et jugé pour haute trahison au cours d'un procès qui se tient à huis clos. Les juges disposent d'un dossier secret qui n'a été présenté ni à l'accusé ni à son avocat. Le 22 décembre 1894, Dreyfus est condamné à la dégradation et à la détention perpétuelle au bagne de l'île du Diable, en Guyane.

La famille du condamné milite pour la révision du procès tandis que les soupçons commencent à se porter sur le commandant Esterhazy. Cette affaire va devenir politique et créer une scission au sein de la population française avec deux camps que tout oppose idéologiquement :

— les dreyfusards, partisans de Dreyfus, veulent réparer une erreur judiciaire. On y trouve de nombreux intellectuels, des hommes attachés à la laïcité et des antimilitaristes. Ils souhaitent montrer leur attachement à la République et à la justice. Ils fondent en 1898 la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen.

1. Dossier spécial de la revue *L'Histoire*, L'Affaire Dreyfus. Vérités et mensonges, nº 173, janvier 1994.



Le triomphe de la République, affiche de Clairin, 1889, © BDIC.

— les anti-dreyfusards, hostiles à Dreyfus, sont très offensifs et révèlent leur force à cette occasion. Ils entendent préserver l' « honneur de l'armée ». On y trouve les milieux traditionalistes, les ultra-catholiques, les antisémites, de nombreux antirépublicains. Ils vont s'organiser dans des ligues. En 1898, Barrès crée la Ligue de la patrie française, un mouvement nationaliste et conservateur qui, en 1900, compte 300 000 membres. En 1899, Maurras fonde l'Action française, mouvement nationaliste qui se veut être le défenseur du catholicisme et va jouer un rôle important en France lors des mouvements populistes et antirépublicains.

L'affaire va rebondir avec la publication le 13 janvier 1898 par Zola de son fameux *J'accuse* dans le journal *L'Aurore* dirigé par Clemenceau. Dans cet article, il accuse avec force la hiérarchie militaire et les hommes politiques d'avoir laissé condamner sciemment un innocent. La portée du texte est importante, puisqu'elle fait sortir l'affaire de son cadre juridique. Publiquement, Zola réaffirme ses principes démocratiques et républicains. L'affaire Dreyfus est importante puisque ces clercs que l'on appelle désormais des « intellectuels » interviennent publiquement afin de défendre une cause. Cette violente crise qui faillit emporter la République va susciter un réflexe de défense républicain.

3. La République radicale : la France de la Belle Époque (1899-1913).

A) *Les forces politiques.* — Le radicalisme est anticlérical et imprégné de la philosophie positiviste, il compte dans ses rangs de nombreux intellectuels. En 1901, c'est la création du Parti radical et radical-

socialiste[1] dont le programme est proche de celui de 1881, il compte entre 150 000 et 200 000 membres. Le Parti radical apparaît comme un parti de petits bourgeois avec un programme social. Il refuse de reconnaître la lutte des classes, montre son attachement à la propriété privée et demeure favorable à la création d'un impôt sur le revenu... On y trouve de nombreuses tendances avec des courants libéraux, des courants partisans d'une intervention de l'État dans l'économie, d'autres sont pour une redistribution des richesses.

Les socialistes s'organisent, Jaurès fonde, en 1905, la section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), parti marxiste qui reconnaît la lutte des classes et se montre partisan d'une conquête du pouvoir par la révolution. Ils refusent toute participation à un gouvernement bourgeois.

B) *Le Bloc des gauches au pouvoir : une politique anticléricale.* — La gauche semble unie autour de l'anticléricalisme, le gouvernement Waldeck-Rousseau (juin 1899 - juin 1902) est soutenu par les républicains de gauche, les radicaux et une partie des socialistes qui forment le « Bloc républicain » ou « Bloc des gauches » dont le but est de défendre la République après l'affaire Dreyfus. Ce rapprochement, véritable réflexe de défense républicain, va permettre de 1899 à 1909 une réelle stabilité politique en France.

Waldeck-Rousseau fait gracier Dreyfus en 1899 et s'attaque aux congrégations, qui ont montré leur force lors de l'affaire Dreyfus. Elles forment un État dans l'État par leur établissement d'enseignement, leur richesse qui leur permet de soutenir les journaux hostiles au régime.

1. S. Bernstein, *Histoire du Parti radical-socialiste en France entre les deux guerres*, Paris, 1976.

Les élections de 1902 voient le succès du « Bloc républicain ». Les radicaux obtiennent 200 députés et les républicains de gauche 180 députés, alors que la droite et le centre droit subissent une lourde défaite. É. Combes arrive au pouvoir en 1902, il met en place une véritable politique anticléricale. En 1904, il rompt les relations diplomatiques avec le Vatican.

Après le scandale des fiches, Combes démissionne en janvier 1905. Son successeur, Rouvier, fait voter la loi de séparation de l'Église et de l'État le 9 décembre 1905 qui abolit le Concordat de 1801. Cette loi prévoit que « la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte », elle supprime le budget des cultes tandis que les biens de l'Église doivent être confiés à des associations catholiques.

En 1906, Clemenceau arrive au pouvoir, il est soutenu par une écrasante majorité du Bloc des gauches. En octobre 1906, il réprime violemment les mouvements de grève et réhabilite Dreyfus. En juillet 1909, il est renversé ; les socialistes refusent de soutenir le « briseur de grèves » à qui ils reprochent le refus des réformes sociales : c'est la dislocation du Bloc.

C) *L'instabilité politique.* — Unie dans sa volonté de lutter contre les courants catholiques, la gauche se divise ; de 1909 à 1914, on assiste à une instabilité ministérielle.

En janvier 1912, Poincaré forme son premier gouvernement. Il poursuit le rapprochement avec la Russie et, en 1913, il est élu président de la République. Il est remplacé par Barthou qui continue sa politique étrangère et fait adopter la loi de trois ans qui permet de porter les effectifs militaires à 850 000 hommes. Viviani, socialiste, devenu président du Conseil à l'issue des élections de 1914, accepte de

ne pas revenir sur la loi des trois ans en échange de l'adoption de la loi qui crée un impôt sur le revenu proposée par Caillaux.

II. — De l'Union sacrée à une France divisée (1914-1939)

1. La France dans la première guerre mondiale.

A) *De l'Union sacrée à son éclatement.* — L'assassinat de Jaurès le 31 juillet 1914 entraîne l'effondrement du camp pacifiste. Les milieux syndicaux et la majorité des socialistes acceptent la guerre. Le 4 août, les socialistes votent les crédits militaires, c'est le début de l'Union sacrée. Dans l'opinion publique, la guerre contre l'Allemagne apparaît comme nécessaire afin de défendre la patrie, mais aussi comme une « guerre du droit » et des principes républicains contre l'agression d'un régime militariste et impérialiste.

L'échec d'une guerre courte et victorieuse suscite une réaction au sein de la SFIO où le courant pacifiste progresse fortement. A partir de 1917, les socialistes cessent de soutenir le gouvernement.

Le 17 novembre 1917, dans un contexte politique, économique et militaire mouvementé, Clemenceau arrive au pouvoir. Il bénéficie du soutien de la droite et se montre décidé à poursuivre la guerre jusqu'à son terme. Il affirme : « Ma politique étrangère et ma politique intérieure, c'est un tout. Politique intérieure : je fais la guerre. Politique étrangère : je fais la guerre. Je fais toujours la guerre. »

B) *Le bilan de la guerre.* — La France est dans le camp des vainqueurs, mais elle sort exsangue de

cette guerre. Elle est, sur le plan des pertes humaines, l'un des pays les plus touchés : 1,4 million de morts et de disparus, 3 millions de blessés dont 750 000 invalides et 125 000 mutilés. Les colonies et surtout l'Afrique ont participé à l'effort de guerre en fournissant de nombreux combattants. Les intellectuels ont aussi payé un lourd tribut à la guerre ; C. Péguy, A. Fournier, G. Apollinaire..., mais également la moitié des instituteurs mobilisés sont morts au combat.

L'esprit de la guerre est présent après le conflit ; entre 1920 et 1925, 30 000 monuments aux morts furent érigés en France. Un véritable esprit « ancien combattant »[1] apparaît durablement avec le développement de nombreuses associations. On estime qu'un Français sur cinq ou six relevait du mouvement « ancien combattant ». Ces mouvements refusent la guerre, on y retrouve un patriotisme mélangé de pacifisme. On rencontre ces associations surtout à droite comme l'Union nationale des combattants, mais aussi à gauche avec l'Union fédérale des combattants.

Dans la littérature le thème de la guerre est présent ; en 1916, H. Barbusse obtient le prix Goncourt pour son ouvrage intitulé *Le Feu* où il condamne avec force la guerre. R. Dorgelès obtient le même prix en 1919 pour son livre *Les Croix de Bois*. En 1921, Alain publie *Mars ou la guerre jugée* où il condamne le recours à la guerre. L'esprit de la guerre va être présent en France au cours des années 20 et 30 et contribuer à alimenter un véritable courant pacifiste.

1. A. Prost, *Les anciens combattants et la société française, 1914-1939*, Paris, PFNSP, 1977.

2. **Les années 20 : de la fin de la guerre au début de la crise économique (1919-1932).**

A) *Le Bloc national : une majorité issue de la guerre (1919-1924).* — Le scrutin électoral de 1919 allie à la fois le scrutin de liste départementale et la représentation proportionnelle, ce qui contribue à renforcer les partis qui forment une coalition. Les partis de droite et du centre s'unissent pour constituer un « Bloc national » qui se compose de différentes tendances alors que la gauche est divisée.

Les élections de 1919 voient le succès du Bloc national (dit « Chambre bleu horizon », de la couleur de l'uniforme des poilus) qui fait sa campagne autour du thème de la victoire, de la crainte du bolchevisme et de la nécessité de maintenir l'Union sacrée. Le Bloc national dirigé par Clemenceau remporte 433 sièges contre 180 à la gauche.

Toutefois, les élections de 1920 montrent l'absence de cohésion au sein du Bloc national. Alors que l'on s'attend à l'élection de Clemenceau à la présidence de la République, celui-ci ne fait pas le plein de voix dans son propre camp. Il est battu par P. Deschanel qui démissionne pour troubles psychiatriques très graves quelques mois plus tard.

De 1920 à 1924, trois gouvernements se succèdent :
- A. Millerand, après son élection à la présidence de la République, est remplacé par Leygues, de septembre 1920 à janvier 1921 ;
- A. Briand, de janvier 1921 à janvier 1922 ;
- R. Poincaré, de janvier 1922 à mai 1924.

Afin de satisfaire l'aile la plus conservatrice du Bloc, les congrégations religieuses peuvent revenir, les relations diplomatiques avec le Saint-Siège sont rétablies et le statut concordataire pour le clergé et les écoles d'Alsace-Lorraine est maintenu.

Face aux grèves de 1920, dirigées par la CGT, le gouvernement mène une politique répressive. Millerand brise la grève et révoque 18 000 cheminots, soit 5 % des effectifs des chemins de fer. Lors du Congrès de Tours, en décembre 1920, la SFIO doit s'exprimer sur les 21 conditions posées pour l'adhésion à la IIIe Internationale. Ces dernières sont très strictes : acceptation du principe de la dictature du prolétariat, exclusion des réformistes, agitation, propagande illégale et, surtout, soutien sans réserve à toutes les républiques dans leurs luttes contre « la contre-révolution »... Le 30 décembre, l'adhésion est votée par 3 252 mandats contre 1 022 et 397 abstentions. Les majoritaires se constituent en Section française de l'Internationale communiste (SFIC), ils conservent *L'Humanité*. L. Blum, minoritaire, refuse les conditions d'adhésion et décide de garder la « vieille maison » qui ne compte plus que 30 000 membres. Ce schisme politique entraîne, dès 1921, une scission au sein de la CGT ; une minorité proche du Parti communiste fonde la CGTU (unitaire).

B) *L'expérience du Cartel (1924-1926).* — Le contexte des élections de mai 1924 est totalement différent dans la mesure où le Bloc national se présente divisé. Au contraire, radicaux et socialistes s'unissent afin de constituer le Cartel des gauches. Le scrutin permet au Cartel de remporter 327 sièges sur 581 avec le soutien des 40 voix de la gauche radicale hostile à toute alliance avec la gauche socialiste.

Le Cartel des gauches apparaît comme une coalition hétéroclite. Les socialistes sont favorables à des nationalisations et à la création d'un impôt sur le capital, alors que les radicaux demeurent attachés au libéralisme économique et à la propriété privée. Les seuls points d'accord sont la laïcité et une politique extérieure moins agressive vis-à-vis de l'Allemagne.

E. Herriot, président du Parti radical, forme un gouvernement qui va durer de juin 1924 à avril 1925, il bénéficie du soutien des socialistes qui ne participent pas au gouvernement. Il décrète une amnistie pour faits de guerre, réintègre les cheminots révoqués en 1920, procède au transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, mais ne parvient pas à supprimer l'ambassade auprès du Vatican en raison de l'opposition du Sénat. En politique étrangère, le Cartel reconnaît l'URSS et amorce une ère de détente avec l'Allemagne. Confronté à une violente crise financière et à une hostilité des milieux d'affaire, Herriot doit démissionner le 10 avril 1925.

C) *De l'Union nationale au gouvernement des droites (1926-1932).* — Poincaré revient au pouvoir en juillet 1926, il constitue un « gouvernement d'Union nationale » avec des modérés comme Briand et Tardieu, des membres de la droite conservatrice avec Louis Marin et des radicaux comme Herriot. Disposant des pleins pouvoirs financiers, il entend montrer l'exemple en réduisant les dépenses de l'État et en augmentant certains impôts, afin de rétablir l'équilibre budgétaire. En 1928, après une dévaluation de 80 % par rapport à sa valeur de 1914, le franc est stabilisé. Ce succès économique permet à la droite de remporter les élections de 1928.

Après le départ de Poincaré, ce sont les modérés qui accèdent au pouvoir ; neuf cabinets vont se succéder entre l'été 1929 et mai 1932. Au cours de ces trois années, quelques réformes sociales sont introduites ; retraite des anciens combattants, loi sur les calamités agricoles et organisation d'un système d'assurances sociales.

3. **Les années 30 (1932-1939).**

A) *De la crise économique à la crise du régime.* — La crise économique touche les secteurs de l'agriculture, de l'industrie puis le monde de la finance. Dans ce contexte difficile, les élections de 1932 ne permettent pas de dégager une majorité stable. Le refus des socialistes de participer au gouvernement entraîne un rapprochement des radicaux avec le centre et une partie de la droite.

Au cours des années 30, on assiste un peu partout à un débat sur le rôle de l'État. A. Tardieu publie plusieurs ouvrages, *L'épreuve du pouvoir* (1931), *Devant le pays* (1932), *L'heure de la décision* (1934), où il propose une réforme du régime parlementaire « pour sauver la liberté et la paix, rétablir son autorité ». Il souhaite cinq grandes réformes principales : étendre l'usage du droit de dissolution, enlever aux députés l'initiative des dépenses, établir le droit de vote des femmes, recourir au référendum et interdire le droit de grève aux fonctionnaires. Ce débat sur le rôle de l'État existe aussi au sein de la SFIO. Les néo-socialistes Déat, Marquet et Montagnon se montrent favorables en 1933 à un régime autoritaire et dirigiste avec les mots d'ordre suivants : « Ordre, Autorité, Nation ». Ils sont exclus du parti par Léon Blum le 5 novembre 1933.

De 1928 à 1934, plusieurs scandales financiers vont contribuer à fragiliser le régime. Les ligues comme l'Action française, les Croix de feu du colonel de La Rocque, les Jeunesses patriotes de P. Taittinger et la presse conservatrice dénoncent les milieux politiques corrompus, ce qui contribue à renforcer l'antiparlementarisme. Le plus célèbre des scandales financiers est l'affaire Stavisky. En 1933, lors de la faillite du Crédit municipal de Bayonne, on s'aperçoit que

cette affaire montée avec l'aide du député-maire radical de la ville a donné lieu à l'émission de bons gagés sur des bijoux volés ou faux. La presse révèle que le procès de Stavisky a été remis à 19 reprises en raison de relations à un haut niveau. Le 8 janvier 1934, la police découvre dans un chalet à Chamonix le cadavre de Stavisky. L'enquête officielle conclut au suicide tandis qu'une partie de la presse avance l'hypothèse d'un assassinat afin d'empêcher Stavisky de faire des révélations.

Le 3 février, le gouvernement décide de déplacer le préfet de police de Paris, Chiappe, accusé d'être favorable aux ligues. Le 6 février 1934, ces dernières décident d'organiser une manifestation qui s'achève par des échauffourées avec la police. Le bilan est de 15 morts et de 1 500 blessés. Daladier, qui a obtenu la confiance, décide de démissionner, il est remplacé par un cabinet d'Union nationale dirigé par Gaston Doumergue avec Herriot, Sarraut, Laval, Tardieu et le maréchal Pétain. Jusqu'aux élections de 1936, différents gouvernements se succèdent : Doumergue, Flandin, Laval puis Sarraut.

B) *La formation du Front populaire : les étapes du rapprochement.* — Les événements du 6 février 1934 vont susciter une réaction parmi les intellectuels. Dès 1932, les plus engagés dans le combat contre le danger fasciste ont commencé à se regrouper au sein d'organisations liées au mouvement communiste, mais ouvertes aux « compagnons de route » et aux socialistes sans parti. On y trouve l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR) ou encore le Comité mondial contre la guerre et le fascisme, dit aussi Comité Amsterdam-Pleyel, fondé en 1933. Le 5 mars 1934, des intellectuels, des artistes des savants, des journalistes... fon-

dent le CVIA (Comité de vigilance des intellectuels antifascistes).

La gauche décide de réagir ; le 12 février 1934, elle appelle à une grève générale qui entraîne une mobilisation des syndicats. Les deux manifestations de la CGT et de la CGTU, organisées séparément mais sur le même thème, fusionnent au cri de « Unité ! Unité ! ».

Dans le même temps, la stratégie de la III[e] Internationale évolue, il s'agit désormais d'accepter un rapprochement avec les sociaux-démocrates afin d'empêcher l'arrivée au pouvoir des régimes fascistes.

Le 14 juillet 1935, une manifestation organisée par un Comité national du rassemblement populaire rassemble, de la Bastille à la Nation, socialistes, radicaux et communistes. Cet organisme prépare un programme commun qui est publié en janvier 1936, il se résume en trois mots : « Pain, Paix, Liberté. » En mars 1936, la CGT est réunifiée, elle compte désormais 5 millions d'adhérents.

Lors des élections législatives de 1936, la discipline républicaine fonctionne avec un bon report des voix à gauche qui permet la victoire du Front populaire. La droite remporte 222 sièges contre 376 au Front populaire qui se décomposent ainsi : 106 sièges pour les radicaux, 51 pour les divers gauche, 72 pour les communistes qui connaissent une très forte progression et 146 pour la SFIO qui devient le premier parti de France.

Avant même la formation du gouvernement, des grèves spontanées éclatent avec occupation d'usines, ce qui suscite une vive inquiétude des milieux d'affaires qui craignent une révolution communiste. Contrairement à ce qu'avance la droite, les grèves de mai-juin 1936 ne sont pas des grèves révolutionnaires mais elles manifestent une volonté de changement.

L. Blum, chef du Parti socialiste, est chargé de former un gouvernement. Pour la première fois dans l'histoire de France, un socialiste accède à ce niveau de responsabilité. Il présente le 4 juin 1936 son gouvernement qui se compose de 21 ministres et 14 sous-secrétaires d'État socialistes et radicaux. Il bénéficie du soutien des communistes qui refusent toute participation à un gouvernement bourgeois. La nouveauté est la nomination de trois femmes ; Irène Joliot-Curie, Suzanne Lacorre et Mme Léon Brunschwicg[1].

C) *L'œuvre et la chute du Front populaire.* — L. Blum veut aller très vite afin de pouvoir se maintenir au pouvoir : il signe le 7 juin 1936 les accords Matignon. L'œuvre du Front populaire est importante dans le domaine économique, social, mais aussi culturel :

— une hausse des salaires de 7 à 15 % ;
— la création des délégués du personnel dans les entreprises de plus de 10 salariés ;
— la semaine de quarante heures ;
— les quinze jours de congés payés ;
— les billets de train à tarifs réduits (« billets Lagrange ») ;
— l'essor des auberges de jeunesse ;
— la nationalisation des industries de guerre ;
— la réforme de la Banque de France ;
— la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans...

Le 11 juin 1936, après l'appel lancé par M. Thorez qui affirme : « Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications

1. S. Wolikow, *Le Front populaire en France*, Bruxelles, Complexe, 1996.

n'ont pas été acceptées... Tout n'est pas possible... », le mouvement reflue.

Le Front populaire met aussi en place une réelle « politique culturelle »[1]. Des artistes comme Jean Renoir soutiennent le régime. Les bibliobus se développent, les musées sont rénovés tandis que le Palais de la Découverte est inauguré et que s'ouvre le musée d'Art moderne.

La politique de Blum entraîne de profondes résistances dans les milieux d'affaires et au sein d'une partie de la droite. Le patronat s'efforce de limiter la portée des accords Matignon et de compenser les avantages accordés aux travailleurs par une forte hausse des prix et une spéculation active contre le franc, ce qui contribue à déstabiliser l'économie. Les ligues dissoutes par décret au début du Front populaire font leur réapparition sous forme de partis politiques avec le Parti social français du colonel de La Rocque et le Parti populaire français de Doriot. Léon Blum fait l'objet d'une campagne antisémite à la Chambre des députés. La presse d'extrême droite, et notamment le journal *Gringoire*, mène une campagne calomnieuse contre Roger Salengro, ministre de l'Intérieur, qu'elle accuse de désertion lors de la première guerre mondiale. Celui-ci finit par se suicider le 16 novembre 1936.

A l'intérieur même de la coalition, des dissensions apparaissent. Les communistes souhaitent une intervention plus importante de l'État dans l'économie alors que les radicaux y sont totalement hostiles. La guerre d'Espagne achève la division des partenaires de la coalition entre les partisans d'une non-intervention et ceux qui sont favorables à un soutien au gouvernement républicain espagnol.

1. P. Ory, *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire (1935-1938)*, Paris, Plon, 1994.

Le 15 juin 1937, Blum demande les pleins pouvoirs financiers. Battu au Sénat, il démissionne le 21 juin 1937. Il cède la place à un gouvernement dirigé par le radical Chautemps avec L. Blum comme vice-président du Conseil. Il forme un gouvernement avec puis sans les socialistes qui vont finalement rejoindre l'opposition lorsque le gouvernement tente par décrets de limiter la portée de la loi de quarante heures. L. Blum parvient toutefois à imposer la création de la SNCF qui devient publique en août 1937. Le 8 avril, Blum forme un second gouvernement qui est renversé par le Sénat. Le 10 avril 1938, Daladier s'appuie sur la droite et les modérés afin de former un nouveau gouvernement.

D) *La France à la veille de la guerre.* — A la veille de la guerre, l'opinion publique française est fortement divisée. Traumatisée par le premier conflit mondial, les Français refusent toute nouvelle guerre. Après la Conférence de Munich, 57 % des Français approuvent l'accord, alors que Giono écrit : « Je n'ai honte d'aucune paix. » Dans un discours prononcé le 12 décembre 1938, lors d'un banquet des anciens combattants, Daladier justifie son attitude lors de la Conférence de Munich en affirmant : « ... vous saurez devenir aujourd'hui les guides résolus de la Nation française... S'il en est dans le pays qui trouvent la tâche trop lourde... vous leur rappellerez que là-haut, jour après jour, nuit après nuit, exténués mais résolus... pendant quatre ans, vous avez supporté les souffrances... Vous leur direz de songer à ce que serait leur existence, aujourd'hui même, s'il avait fallu, en cet automne de 1938, reprendre le chemin sanglant de 1914... »

M. Bloch[1] écrit, en 1940 : « Une grande partie de

1. M. Bloch, *L'étrange défaite*, Paris, 1945.

nos classes dirigeantes, celles qui nous fournissaient nos chefs d'industrie, nos principaux administrateurs, la plupart de nos officiers de réserve... défendaient un pays qu'ils jugeaient, d'avance, incapable de résister. » La France entre dans la guerre à reculons.

III. — De la défaite à la chute de la IVe République (1940-1958)

1. La France pendant la deuxième guerre mondiale.

A) *La défaite.* — De septembre 1939 à mai 1940, c'est la « drôle de guerre », la France a une stratégie défensive, elle attend l'ennemi à l'abri derrière la ligne Maginot. En mai 1940, Hitler déclenche son offensive à l'ouest ; en quelques semaines la France est battue. La classe politique se divise ; P. Reynaud est favorable à la capitulation, il souhaite poursuivre la guerre à partir de l'empire colonial ; d'autres, au contraire, sont favorables à un armistice qui permettrait d'entreprendre des négociations avec l'Allemagne dans de bonnes conditions.

Le 22 juin 1940, le maréchal Pétain, héros de Verdun, signe à Rethondes un armistice très contraignant : la France conserve la flotte de guerre et son empire colonial ; son armée est fortement réduite ; elle doit payer les frais d'entretien des armées allemandes, une indemnité d'occupation ; elle perd l'Alsace-Lorraine ; les 1,6 million de prisonniers français doivent rester en Allemagne tandis que la France est divisée en deux zones.

B) *Le régime de Vichy.* — Le 10 juillet 1940, à 84 ans, le maréchal obtient des deux chambres « tous pouvoirs » pour promulguer une nouvelle constitution de l'État français. Sur 669 parlementaires présents, 569 votent « pour », 20 s'abstiennent et 80 votent « contre » : la IIIe République est morte. Pour Maurras, la chute du régime républicain est une « divine surprise ».

Le gouvernement s'installe en « zone libre », à Vichy. Le régime entreprend une « révolution nationale » qui nie l'héritage de la Révolution française. La devise est « Travail, Famille, Patrie ». En septembre 1940, les écoles normales d'instituteurs disparaissent. Les congrégations religieuses sont autorisées. Les conseils généraux sont supprimés. En juillet 1940, les chantiers de jeunesse sont créés ; ils doivent apprendre aux jeunes les valeurs que prône le régime.

Vichy apparaît comme un régime autoritaire qui mène une politique d'exclusion des juifs en instaurant de sa propre initiative, dès le 3 octobre 1940, un premier « statut des juifs ». En 1941, X. Vallat est nommé « commissaire aux questions juives » tandis qu'en juin de la même année, le recensement des juifs est rendu obligatoire. L'administration française[1] fait preuve d'un grand zèle dans le recensement des juifs, notamment lors de la rafle du vélodrome d'hiver en juillet 1942. Elle n'hésite pas à livrer des résistants à la Gestapo. La milice de Darnand, fondée en janvier 1943, assassine des personnalités politiques comme J. Zay, V. Basch, G. Mandel...

Les hauts fonctionnaires, les militaires et les magistrats doivent prêter un serment de fidélité au régime. Pierre Laval intensifie la collaboration avec l'Allemagne nazie, il apparaît comme l'un des principaux artisans de cette collaboration qu'il justifie par une volonté d'empêcher l'extension du communisme en

1. M. O. Baruch, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997.

Europe, mais aussi par l'espoir que la France puisse trouver sa place dans une Europe dominée par les nazis.

Sur le plan économique, la France livre des denrées alimentaires et fabrique du matériel de guerre pour l'Allemagne. Laval crée en février 1943 le STO (Service du travail obligatoire) qui permet le retour de prisonniers de guerre contre le départ d'ouvriers français en Allemagne. Sur le plan militaire, la France met à la disposition de l'aviation allemande les aérodromes de Syrie.

Des intellectuels comme Drieu La Rochelle, Céline ou encore Brasillach soutiennent le régime de Vichy et l'Allemagne nazie. Brasillach est à la tête du journal antisémite *Je suis partout*. Radio-Paris dirigée par Hérold Paquis soutient activement Vichy[1].

C) *La France résistante.* — Le PCF joue un rôle actif dans la Résistance après l'invasion de l'URSS. Des mouvements de résistance intérieure et une presse dissidente se développent. En zone non occupée, trois mouvements prédominent ; Combat, dirigé par H. Fresnay ; Libération, par E. d'Astier de La Vigerie ; et Franc-Tireur, par J.-P. Lévy et M. Bloch. En zone occupée, les principaux mouvements sont : Libération Nord, Organisation civile et militaire, Ceux de la Résistance et Ceux de la Libération. Les Éditions de Minuit fondées par Vercors diffusent des textes d'Aragon, Mauriac, Paulhan...

J. Moulin, émissaire du général de Gaulle, parvient à unifier les différents mouvements de résistance. Après différentes tensions, de Gaulle s'impose aux différentes composantes de la Résistance ; il est, à

1. G. et J.-R. Ragache, *La vie quotidienne des écrivains et des artistes sous l'Occupation (1940-1944)*, Paris, Hachette, 1988.

partir de l'automne 1943, à la tête du GPRF (Gouvernement provisoire de la République française).

Lors de la libération de la France, la résistance intérieure participe aux combats. La Résistance déclenche l'insurrection nationale et joue un rôle actif dans la libération du territoire national en sabotant les voies de communication, en harcelant les troupes allemandes... Du 19 au 25 août 1945, Paris se soulève tandis que le 25 août 1945, la deuxième division blindée du général Leclerc entre dans Paris et recueille la reddition du général allemand von Choltitz. Le 26 août 1945, le général de Gaulle descend les Champs-Élysées au milieu de la foule. Lors de la retraite allemande, Pétain, Laval et quelques autres dignitaires du régime sont emmenés à Sigmaringen.

Dès l'été 1944, l'épuration commence. Réfugié en Espagne, Laval est finalement extradé en France, condamné à mort et fusillé en octobre 1945. De nombreux intellectuels et journalistes sont condamnés à mort : G. Suarez, R. Brasillach, H. Béraud, J. Luchaire et L. Rebatet. Le 27 janvier 1945, Charles Maurras est condamné à la réclusion à perpétuité pour intelligence avec l'ennemi. La condamnation à mort du maréchal Pétain est commuée en détention à perpétuité par le général de Gaulle en raison de son grand âge. Il meurt en 1951.

Les intellectuels sont divisés face à l'épuration :

— Camus dans *Combat* se montre favorable à une véritable épuration, notamment des intellectuels qui ont collaboré. Il refuse de signer avec Simone de Beauvoir et d'autres la requête d'amnistie pour Pierre Laval. Camus va changer d'opinion et signe la demande de grâce en faveur de Brasillach[1] ;

1. P. Assouline, *L'épuration des intellectuels*, Bruxelles, Complexe, 1990.

— Mauriac, surnommé par *Le Canard Enchaîné* « Saint François des Assises », dans *Le Figaro* s'oppose à une épuration. Il est favorable à un pardon.

2. **De l'union à la rupture.**

A) *Une genèse difficile.* — De Gaulle veut donner un cadre légal en instaurant un régime stable approuvé démocratiquement par les Français. Dès avril 1944, il adopte une ordonnance qui accorde le droit de vote aux femmes. Dans le même temps, un vaste mouvement de nationalisation était entrepris.

Le 21 octobre 1945, lors d'un référendum, 96 % des Français et des Françaises qui votent pour la première fois rejettent la IIIe République et souhaitent la naissance de la IVe République. L'Assemblée constituante élue le même jour montre un bouleversement des forces politiques :

— le déclin du Parti radical et de la droite (de 42 à 15 %) qui sont discrédités : le premier pour son incapacité à gouverner est rendu responsable de la défaite, une grande partie de la droite est rejetée en raison de sa collaboration avec l'Allemagne nazie lors de l'Occupation ;
— le succès du Parti communiste, qui se surnomme le Parti des « 75 000 fusillés » et qui devient le premier parti de France avec 26 % des suffrages et 160 députés. Il bénéficie d'un courant de sympathie lié à sa place déterminante dans la Résistance ainsi que du rôle majeur joué par l'URSS dans la victoire sur l'Allemagne nazie. De nombreux intellectuels et compagnons de route soutiennent le Parti communiste qui dispose de nombreux organes de presse tels que : *L'Humanité, Les Lettres françaises, France-Nouvelle, Ce Soir...* Il accepte de rendre les armes et de participer à la vie démocratique du pays ;
— la SFIO, avec 142 députés, se maintient (23 %) ;
— la naissance du MRP (Mouvement républicain populaire) fondé par des chrétiens résistants (24 %).

Après avoir été élu président de la République, le 20 janvier 1946, de Gaulle démissionne afin de montrer son désaccord sur le fonctionnement des institutions. Il entame une « traversée du désert » en se retirant à Colombey-les-Deux-Églises avant de revenir au pouvoir en 1958.

Les trois principales forces politiques s'unissent pour former le tripartisme. Le 5 mai 1946, 53 % des Français rejettent par référendum le projet de constitution proposé par l'Assemblée constituante. Le 2 juin 1946, il fallut donc élire une nouvelle Assemblée constituante ; lors de ces élections, le MRP devance les autres partis. Dès le discours d'Épinal le 22 septembre 1946, de Gaulle dénonce les projets de l'Assemblée constituante, en critiquant le « régime des partis », en raison d'une « assemblée omnipotente » qui impose ses volontés au gouvernement qui devient impuissant. Le 13 octobre 1946, le projet de constitution est approuvé avec 53 % des suffrages, soit 33 % des inscrits, avec un taux d'abstention de 33 %.

La constitution de la IVe République se compose d'un préambule de 18 alinéas et de 108 articles :

— le pouvoir exécutif est détenu par le président de la République et de l'Union française, élu par les assemblées. Il nomme le président du Conseil qui est responsable devant l'Assemblée nationale ;
— le pouvoir législatif est détenu par le Conseil de la République élu au suffrage indirect et surtout par l'Assemblée nationale qui possède des pouvoirs

très importants : elle investit le président du Conseil et peut le renverser. Le Conseil de la République est quasiment dépourvu de tout pouvoir ; c'est une chambre de réflexion et non de décision.

B) *Le tripartisme et son échec.* — Le 10 novembre 1946, les élections législatives voient la victoire du tripartisme :

— PCF : 28,2 %, soit 182 députés ;
— MRP : 25,91 %, soit 173 députés ;
— SFIO : 17,8 %, soit 102 députés ;
— UDSR : 26 députés.

En janvier 1947, le socialiste V. Auriol est élu président de la République, il désigne le socialiste P. Ramadier qui forme un gouvernement auquel participent les communistes pour la première fois dans l'histoire de France.

Cette coalition se trouve confrontée à de nombreuses divergences sur le rôle de l'État dans l'économie, la politique sociale, la situation internationale, les questions coloniales, la laïcité...

Le contexte économique et social est très difficile. La politique économique de blocage des prix et des salaires suscite un profond mécontentement alors qu'au mois d'avril 1947 la ration quotidienne de pain est de 250 g. Le 25 avril 1947, des grèves de protestation lancées par la CGT éclatent chez Renault avec le soutien du Parti communiste.

Le 4 mai 1947, les députés communistes votent contre le maintien du blocage des salaires. Le 5 mai 1947, P. Ramadier révoque les ministres communistes de son gouvernement. Tous les gouvernements devront désormais faire face à l'opposition des communistes à l'Assemblée.

C) *La naissance de la troisième force.* — L'échec du tripartisme nécessite une alliance avec d'autres partis politiques : le MRP et la SFIO acceptent de gouverner avec le centre et une partie de la droite, c'est la troisième force. Les divisions sont importantes entre les membres de cette coalition. L'approche des élections législatives de 1951 suscite une inquiétude parmi les partis au pouvoir qui craignent qu'aucune majorité stable ne puisse se dégager des urnes. Les partis de la troisième force adoptent la loi sur les apparentements qui prévoit le maintien du scrutin proportionnel mais accorde une prime aux listes qui se sont déclarées apparentées. Ainsi, dans les départements où ces listes obtiennent la majorité des voix, les partis politiques apparentés se partagent la totalité des sièges. Cette loi vise directement le PCF et le RPF (Rassemblement du peuple français fondé par de Gaulle en 1947) qui ne réaliseraient aucune alliance électorale. Ce scrutin permet aux partis de la troisième force de conserver la majorité avec 62 % des sièges (388 sièges sur 627).

3. La République dans l'adversité.

A) *Le retour de la droite au pouvoir.* — Les tensions internes à la troisième force vont ressurgir à propos de la laïcité. En septembre 1951, le vote de la loi Barangé – député MRP du Maine-et-Loire – qui attribue une allocation annuelle à tous les enfants allant à l'école primaire, publique ou privée, provoque une crise grave. Cette loi est inacceptable pour les socialistes, car elle porte atteinte à la laïcité. Les socialistes quittent le gouvernement et rejoignent l'opposition.

Le retrait des socialistes nécessite une alliance avec la droite. Le 6 mars 1952, A. Pinay, membre du CNI (Conseil national des indépendants et paysans), devient président du Conseil ; il bénéficie d'une

grande popularité. Pour la première fois depuis 1945, un chef de gouvernement est issu des rangs de la droite. La politique de Pinay sur le plan économique est un succès, il parvient à rétablir la confiance et à juguler l'inflation.

B) *Du gouvernement Pierre Mendès France à Guy Mollet.* — Pierre Mendès France, sous-secrétaire d'État dans le deuxième gouvernement Blum, ancien ministre lors de la Libération, dénonce avec force lors de son discours d'investiture du 17 juin 1954 l'enlisement des institutions et refuse toute transaction avec les chefs de parti. Il reçoit l'investiture avec les voix des socialistes, des radicaux, des républicains sociaux (ex-gaullistes), et le soutien des communistes qu'il récuse. Il est activement soutenu par la presse et notamment *L'Express,* mais fait l'objet d'une véritable campagne antisémite. Il impose un style nouveau en politique. Lors d'allocutions radiodiffusées le samedi soir, il explique sa politique au pays.

Sa politique extérieure jugée trop libérale dans le domaine colonial et surtout le rejet de la CED (Communauté européenne de défense) lui vaut l'hostilité de l'ensemble de la classe politique. Il est renversé le 5 février 1955.

Les élections du 2 janvier 1956 s'inscrivent dans un contexte particulier avec le début de l'insurrection algérienne mais surtout par un nouveau paysage politique. Le RPF n'existe plus depuis 1953, il a été sabordé par le général de Gaulle qui critiquait les députés « qui allaient à la soupe ». Un mouvement antiparlementaire qui dénonce la fiscalité et les effets de la croissance économique se présente aux élections, il est dirigé par Pierre Poujade, papetier à Saint-Céré dans le Lot. Il est à la tête de l'UDCA (Union de défense des commerçants et artisans) fondé en 1953.

Dans ce contexte, un front républicain se crée, il regroupe la SFIO, les radicaux, l'UDSR et certains gaullistes. Le front républicain remporte les élections tandis que l'UDCA avec 12 % des suffrages compte 52 sièges à l'Assemblée en remportant un énorme succès dans les départements du Centre et du Midi.

R. Coty fait appel à Guy Mollet afin de former le gouvernement le plus long de la IVe République (seize mois, du 1er février 1956 au 21 mai 1957). L'œuvre économique et sociale de ce gouvernement est importante : troisième semaine de congés payés, création d'un fonds national de solidarité en faveur des vieux travailleurs, réforme de la Sécurité sociale qui permet le remboursement des frais médicaux à hauteur de 80 %.

C) *La chute de la IVe République.* — Après la chute de Guy Mollet, tous les gouvernements vont se trouver confrontés au « bourbier algérien ». Après trois semaines de crise politique, le 12 juin 1957, Maurice Bourgès-Maunoury forme un gouvernement qui va durer quatre mois. Cinq semaines plus tard, le 5 novembre, F. Gaillard forme un gouvernement qui est renversé le 15 avril. Après plusieurs semaines de crise ministérielle, le MRP P. Pflimlin, considéré comme un partisan d'une négociation en Algérie, est pressenti afin de former un nouveau gouvernement.

Le 13 mai 1958[1], jour prévu pour son investiture, une insurrection éclate en Algérie afin de montrer l'attachement à l'Algérie française. Un comité de salut public dirigé par le général Massu se constitue à Alger. Le 15 mai, il fait acclamer de Gaulle à Alger. Le 19 mai, au cours d'une conférence de presse, de

1. R. Rémond, *1958, Le retour de De Gaulle,* Bruxelles, Complexe, 1991.

Gaulle se montre rassurant, il déclare : « Croit-on qu'à 67 ans, je vais commencer une carrière de dictateur ? A présent, je vais rentrer dans mon village et m'y tiendrai à la disposition du pays. » Le 24 mai, les parachutistes d'Alger débarquent en Corse, ils se rendent maître de l'île en quelques heures sans rencontrer de véritable résistance. Une grande partie de la classe politique se rallie à la candidature de De Gaulle qui apparaît comme un recours. Dans la nuit du 27 au 28 mai, Pflimlin accepte de démissionner. Le 28 mai, une partie de la gauche organise une manifestation de la Nation à la République qui regroupe 200 000 personnes afin de dénoncer un « coup d'État ». Le président de la République, R. Coty, fait appel au général de Gaulle qui est investi le 1er juin 1958 à une large majorité (329 voix contre 224). Le 2 juin, de Gaulle reçoit les pleins pouvoirs pour six mois afin de prendre les « dispositions nécessaires au redressement de la nation ». Le 3 juin, l'Assemblée et le Sénat confient au gouvernement le soin de réviser la Constitution en respectant quatre principes : la séparation des pouvoirs, la responsabilité gouvernementale devant le Parlement, l'avis du comité consultatif constitutionnel, la ratification de la nouvelle Constitution par référendum.

Chapitre II

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ET COLONIALE DE LA FRANCE

La défaite de 1870 suscite une véritable volonté de revanche parmi les Français. La France cherche un moment son salut dans l'expansion coloniale afin d'oublier la perte de l'Alsace et de la Lorraine. Elle reconstitue progressivement son armée et se lance dans une politique extérieure ambitieuse.

Une permanence dans la politique extérieure de la France est la protection de ses frontières face à l'Allemagne. Profondément traumatisée par la guerre, la France ne parvient pas à s'imposer face à Hitler qui mène une politique extérieure de plus en plus agressive. La passivité de la France va entraîner l'entrée de la France dans une guerre que nul ne souhaite et que nul n'a préparé.

La défaite plonge la France dans un véritable abîme. La France libre de De Gaulle va faire reconnaître sa légitimité grâce à l'empire colonial qui se rallie très tôt à de Gaulle. L'après-guerre est extrêmement difficile pour la France qui va être confrontée à la guerre froide et qui peine à imposer une politique extérieure autonome dans un monde divisé. L'autre difficulté réside dans la gestion de son empire colonial. La France entend restaurer l'ordre en utilisant la force,

elle refuse de mener une politique coloniale ambitieuse. Politique extérieure non autonome, empire colonial qui se lézarde sous le poids des nationalismes, la France voit son salut dans une politique résolument européenne qui doit lui permettre de retrouver son rang.

I. — De la défaite de Sedan à l'hégémonie française (1870-1923)

1. Une volonté de revanche.

A) *La fin de l'isolement diplomatique de la France.* — L'humiliante défaite de Sedan et la paix de Francfort suscitent un profond ressentiment au sein de la population française. Du traité de Francfort de 1870 à l'armistice de la victoire de 1918, cette période est centrée autour du thème de la revanche sur l'Allemagne.

Face à ce désir de revanche de la France, Bismarck va s'attacher très tôt à isoler diplomatiquement la France en lui imposant un véritable « verrou diplomatique ». Il profite de l'isolement du régime républicain souvent méprisé par les grandes monarchies qui dominent l'Europe à cette époque pour réaliser, en 1873, l'entente des trois empereurs qui regroupe l'Allemagne, la Russie, l'Autriche-Hongrie et qui sera renouvelée en 1881 et 1884.

En octobre 1879, l'Allemagne signe la Duplice avec l'Autriche-Hongrie puis un traité avec la Russie où elle investit d'importants capitaux nécessaires à l'industrialisation du pays. En 1881, l'intervention française en Tunisie suscite une indignation de l'Italie. Elle contribue à un rapprochement entre l'Allemagne et l'Italie qui reçoit d'importants capitaux allemands. Le 10 mai 1882, l'Italie se joint à l'alliance austro-

allemande, la Duplice devient la Triplice, traité d'alliance défensive renouvelable. Ce traité prévoit un soutien militaire des autres puissances dans le cas où l'une d'elles serait attaquée par la France. En 1887, Bismarck renouvelle la Triplice qui devient une alliance offensive. A cette date, la France est totalement isolée et ne peut compter sur aucun appui en cas de guerre contre l'Allemagne.

En 1888, Guillaume arrive au pouvoir en Allemagne à l'âge de 29 ans. De caractère autoritaire, il entre très rapidement en conflit avec le chancelier Bismarck. Sous la pression des industriels et des milieux de la finance, l'empereur Guillaume II souhaite développer l'influence de l'Allemagne hors de ses frontières en s'appuyant sur les milieux pangermanistes. Il prône une *Weltpolitik* et, sur le plan colonial, réclame une « place au soleil » pour son pays qu'il estime lésé dans ce domaine. Afin d'appuyer les ambitions de l'Allemagne, il renforce l'armée et charge l'amiral von Tirpitz de développer une flotte puissante. La Grande-Bretagne, qui assure son hégémonie sur mer, craint que cette politique ne remette en cause sa suprématie et supporte mal la politique de conquête de marchés dans laquelle se lancent les industriels allemands.

Guillaume II décide d'abandonner l'alliance russe et ne reconduit pas le traité de contre-assurance. Ce changement d'attitude de l'Allemagne va permettre à la France de mener « la diplomatie du franc »[1]. Le gouvernement français soutient les emprunts russes dès 1888, tandis que la presse française qui reçoit d'importants fonds des milieux proches de l'ambassade russe à Paris fait l'éloge de ces placements censés être juteux. A la veille de la guerre le montant

1. R. Girault, *Emprunts russes et investissements français en Russie*, Paris, 1973.

des investissements placés par la France en Russie s'élève à plus de 15 milliards de francs-or. La France attend de ces investissements une alliance qui lui permettrait de mettre un terme à son isolement sur la scène internationale.

Le 17 août 1892, la Russie et la France signent une convention militaire défensive contre la Triple Alliance. L'article 1er de cette convention prévoit que « si la France est attaquée par l'Allemagne ou par l'Italie soutenue par l'Allemagne, la Russie emploiera toutes ses forces disponibles pour combattre l'Allemagne ».

Les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne semblent plus difficiles en raison des tensions coloniales. La concurrence entre ces deux pays en Afrique orientale va culminer en 1898, lors de l'incident de Fachoda. Le ministre des Affaires étrangères français, Léon Delcassé, décide de ne pas créer une crise majeure avec la Grande-Bretagne. Il signe en mars 1899 une convention franco-anglaise qui délimite les zones d'influences respectives des deux pays dans cette région d'Afrique.

Dans le même temps, la France opère un rapprochement avec l'Italie. En juin 1902, l'Italie promet sa neutralité en cas de guerre franco-allemande. Cette attitude est en totale contradiction avec les engagements pris quelques années auparavant envers la Triple Alliance. Le recours à une diplomatie secrète avant la première guerre mondiale permet de tels paradoxes. Ainsi, en quelques années, la France est parvenue à sortir de son isolement diplomatique face à l'Allemagne.

En 1901, après la mort de la reine Victoria, le nouveau souverain Édouard VII se montre plus favorable à un rapprochement avec la France ; en 1902, il vient à Paris. De son côté, le président Émile Loubet, accompagné du ministre des Affaires étrangères,

Léon Delcassé, se rend en Angleterre. En 1904, les litiges coloniaux entre les deux pays semblent définitivement réglés, ce qui permet la signature de l'Entente cordiale en 1904.

Alliée de la Russie et de l'Angleterre, la France souhaiterait un rapprochement entre la Grande-Bretagne et la Russie. Ce dernier semble difficile à opérer en raison des craintes de la Grande-Bretagne d'une expansion de la Russie en Asie centrale et en Extrême-Orient. Ces deux puissances parviennent finalement à s'entendre et à signer en 1907 un traité qui règle les différends coloniaux.

B) *L'expansion coloniale.* — A la veille de la grande vague d'expansion coloniale, la France possède déjà des territoires outre-mer (Saint-Pierre-et-Miquelon, Martinique, Algérie...).

La IIIe République va considérablement développer l'expansion coloniale. Au pouvoir, J. Ferry va faire de la Tunisie un protectorat français. Il développe la présence de la France en Asie, ce qui lui vaut le surnom de « Ferry le Tonkinois ».

Lors d'un discours prononcé à la Chambre des députés le 28 juillet 1885, J. Ferry explique que la France doit développer son expansion coloniale pour trois raisons principales :

— les raisons économiques : la France a besoin de trouver des débouchés pour son industrie ;
— les raisons de « civilisation » : la France a un devoir humanitaire et civilisateur envers les « races inférieures » ;
— les raisons d'ordre politique et patriotique : la France doit disposer de bases stratégiques à l'étranger dans l'éventualité d'une guerre. Pour son prestige, la France doit s'imposer si elle veut être une grande puissance.

Jusqu'en 1894, ces « colonies » ne dépendaient que d'un service du ministère de la Marine, la direction des colonies. En 1894, une loi crée le « ministère des Colonies ».

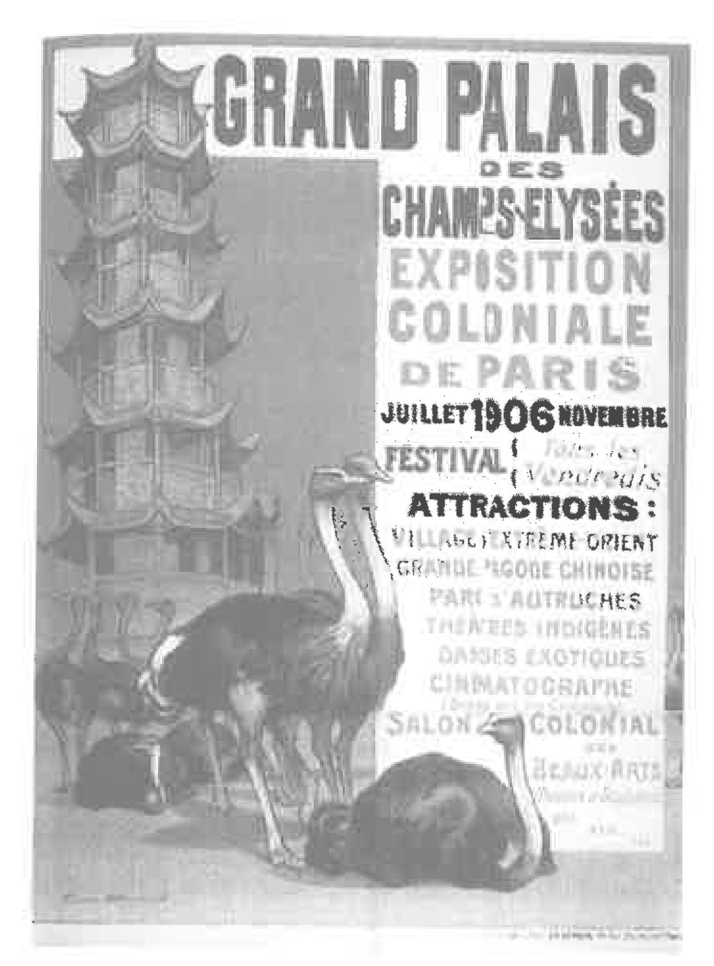
La gestion de l'empire colonial français est extrêmement complexe :

— Les protectorats[1] maintiennent de façon fictive les souverainetés antérieures : « La métropole avait maintenu en droit la souveraineté antérieure, mais elle s'était assurée l'autorité et, de façon plus ou moins directe, le bénéfice de l'administration. » Ils relèvent du ministère des Affaires étrangères. On y trouve la Tunisie, le Maroc, l'Indochine (fédération qui se compose de cinq territoires : colonie de Cochinchine, protectorats d'Annam et du Tonkin, ainsi que les protectorats du Cambodge et du Laos).

— Les colonies anciennes comme la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon, les comptoirs indiens, les communes du Sénégal. Elles élisent des conseils municipaux, généraux, des députés et des sénateurs. Les colonies nouvelles bénéficient d'une représentation locale mais sans représentation au Parlement et relèvent des administrateurs français nommés par la métropole. Dans chacune, le gouverneur est « dépositaire des pouvoirs » de la République ; il promulgue les lois et décrets[2]. La France regroupe ses colonies d'Afrique noire en deux fédérations. La première, fondée en 1895 et réorganisée en 1904, est l'Afrique occidentale française (AOF) qui se compose du Sénégal, de la Guinée, de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey, du Niger, de la Haute-Volta, du Soudan et de la Mauritanie. La seconde, l'Afrique

1. Hélène d'Almeida-Topor, *L'Afrique au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1993.

2. C. Coquery-Vidrovitch, *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, PUF, « Nouvelle Clio », 4e éd., 1993.



Exposition coloniale de Paris, 1906, © BDIC.

équatoriale française (AEF), fondée en 1910, regroupe quatre colonies qui sont : le Tchad, l'Oubangui-Chari, le Congo et le Gabon.

— L'Algérie apparaît comme un « prolongement de la France », elle relève du ministère de l'Intérieur. Elle est divisée en trois départements qui sont Oran, Alger et Constantine. Elle est représentée au niveau national par six députés et trois sénateurs élus par les citoyens français. Les indigènes ne disposent d'aucune représentation. Les territoires du Sud aux confins du Sahara et le désert relèvent de l'autorité militaire.

En 1914, la France possède le deuxième empire colonial avec une superficie de 11 millions de kilomètres carrés et 48 millions d'habitants

C) *Les grandes crises renforcent les alliances.* — Au cours de deux reprises, la France et l'Allemagne vont s'opposer à propos du Maroc. En mars 1905, Guillaume II, soucieux de préserver les intérêts économiques de son pays, se rend à Tanger où il prononce un vigoureux discours hostile à la France. Que recherche l'Allemagne dans un territoire si éloigné de l'Europe ? Lors de cette première crise, les préoccupations sont de deux ordres. Premièrement, Guillaume II veut tester la solidité des alliances de la France. Deuxièmement, il veut couper la France de l'Angleterre en ramenant l'opposition entre les deux pays à une question d'ordre colonial. La conférence d'Algésiras en 1906 est favorable aux intérêts de la France qui reçoit le soutien de la Grande-Bretagne et de la Russie.

En 1911, Guillaume II intervient de nouveau au Maroc. Il envoie la canonnière Panther devant le port d'Agadir. La Grande-Bretagne apporte son soutien à la France tandis que le président du Conseil, Joseph Caillaux, préfère négocier secrètement avec l'Allemagne. Il accepte de céder à l'Allemagne des territoires au Congo en échange d'un désintéressement de l'Allemagne sur le Maroc.

Cependant, les crises les plus importantes vont se dérouler dans les Balkans, véritable poudrière où les intérêts de la Russie et de l'Autriche-Hongrie divergent. La première crise importante survient en 1908-1909, lorsque l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine. La Serbie, soutenue par la Russie, proteste. En 1912, une nouvelle crise éclate dans les Balkans. La Grèce, la Serbie et la Bulgarie forment la Ligue balkanique qui bénéficie du soutien de la Russie qui n'est pas hostile à un affaiblissement durable de l'Empire ottoman. Après avoir remporté une victoire sur l'Empire ottoman, les alliés de la veille se divisent à propos du partage des territoires récupérés au détriment de l'Empire ottoman. La Bulgarie, soutenue par l'Autriche-Hongrie, doit faire face à une coalition qui regroupe, autour de la Serbie, la Roumanie, le Monténégro et l'Empire ottoman. La défaite de la Bulgarie renforce la Serbie qui désormais menace les provinces slaves de l'Empire austro-hongrois. A travers ce conflit entre puissances de second rang, l'Autriche-Hongrie et la Russie se font la guerre par pays interposés.

Ces crises contribuent à un renforcement des alliances. En 1912, de nouveaux accords militaires franco-russes sont conclus. Ils prévoient qu'en cas de conflit l'armée du tsar devrait lancer une offensive afin d'empêcher l'Allemagne de faire porter tout son effort de guerre sur le front occidental. Un plan de coopération militaire franco-britannique est élaboré. En 1912, Poincaré, président du Conseil, resserre les liens avec la Russie en signant en juillet 1912 une convention militaire qui prévoit la collaboration entre les deux flottes et les deux armées. Il affirme, au cours de l'automne 1912, que la France soutiendra la Russie dans l'éventualité d'une attaque allemande,

même si la guerre a pour origine un conflit dans les Balkans.

Face à ces tensions croissantes dans les Balkans, Poincaré, devenu président de la République, décide de renforcer l'alliance avec la Russie. Du 15 au 23 juillet 1914, il se rend avec le président du Conseil Viviani en Russie afin d'assurer son allié du soutien de la France.

2. **Une guerre européenne.**

A) *La marche à la guerre.* — La répétition de ces crises internationales crée en Europe une psychose de guerre qui va contribuer à un renforcement des deux blocs. Ces tensions entraînent une course aux armements de part et d'autre. Dès 1911-1912, l'Allemagne augmente son budget militaire et, en 1913, elle prévoit de faire passer ses effectifs militaires en temps de paix de 600 000 à 800 000 hommes. L'Autriche-Hongrie adopte en 1912 et en 1913 deux lois militaires qui visent à renforcer son dispositif de défense.

La France doit faire face à un déséquilibre démographique ; avant la guerre, elle compte 39,6 millions d'habitants contre 67 millions pour l'Allemagne. Ainsi, le 19 juillet 1913, afin de riposter à la décision allemande et d'augmenter ses effectifs militaires en raison de ce déséquilibre, le Parlement français adopte la loi de trois ans qui permet la mobilisation de 750 000 hommes en cas de guerre.

L'attentat de Sarajevo le 28 juin 1914 marque le début de l'engrenage qui va mener l'Europe à la guerre. Le 23 juillet, un ultimatum très contraignant est remis à la Serbie : il prévoit notamment que la Serbie accepte que des fonctionnaires autrichiens puissent mener une enquête sur son territoire. L'Autriche-Hongrie voit là une occasion d'écraser son voisin serbe.

De son côté, la Russie décide de soutenir la Serbie et procède à la mobilisation de son armée le 30 juillet. Le 1er août, l'Allemagne, qui a donné toutes les garanties à son alliée, mobilise ses troupes et déclare la guerre à la Russie qui a reçu des garanties de la France. Le 3 août l'Allemagne engage les hostilités contre la France. Elle viole la neutralité de la Belgique, ce qui entraîne un ralliement de la Grande-Bretagne aux côtés de la France : le 4 août, elle déclare la guerre à l'Allemagne.

En moins de deux semaines, la crise balkanique s'est transformée en un conflit généralisé. La mobilisation des armées dans l'allégresse n'est qu'un mythe. De part et d'autre, on se résigne à partir faire une guerre qui semblait s'annoncer depuis longtemps.

B) *Les stratégies et les forces en présence.* — Depuis plusieurs années, les états-majors préparent activement le conflit. Le plan allemand conçu par Schlieffen et mis en application par Moltke prévoit de faire porter le plus gros des efforts contre la France afin de l'écraser en deux ou trois semaines avant de porter une attaque plus importante contre la Russie[1]. L'armée allemande possède une supériorité en artillerie lourde de campagne, en mitrailleuses et en véhicules automobiles.

La France a mis en place, entre 1875 et 1914, 20 plans de campagne dans l'éventualité d'une guerre contre l'Allemagne. Le plan Joffre (plan XVII) prévoit de scinder en deux l'armée allemande en lançant une offensive en Alsace. Le commandement français avait eu connaissance du projet allemand, mais il ne croyait pas que les Allemands engageraient dès le début leurs divisions de réserve et disposeraient de forces suffisantes pour opérer un mouvement aussi vaste. Dans le domaine naval, le rapport des forces est à l'avantage des puissances de l'Entente.

1. P. Renouvin, *La première guerre mondiale*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 9e éd., 1998.

La Grande-Bretagne possède une armée modeste, dès août 1914 elle lance un appel à l'engagement. L'armée russe est en pleine modernisation depuis sa défaite de 1905 face au Japon. Les carences du réseau ferré russe ne permettent pas un déplacement rapide des troupes. Ce sont donc les armées françaises et allemandes qui vont supporter le poids des premières opérations militaires.

Afin de compenser son déséquilibre démographique, la France souhaite lever des troupes dans ses colonies. L'armée française a toujours possédé des unités indigènes. En 1870, des régiments algériens de « turcos » ont combattu en France. Il existe, en France, un véritable *lobby* militaire avec les généraux Mangin et Gallieni qui souhaitent utiliser le potentiel humain des colonies. Le 24 septembre 1915, les députés votent sans débat une loi qui impose l'obligation du service militaire dans toutes les colonies ; on estime que l'outre-mer a fourni 763 116 hommes dont 88,23 % pour l'Afrique[1].

C) *Le duel armé.* — A l'ouest, les premiers mois de guerre s'avèrent difficiles pour l'armée française qui supporte seule les offensives allemandes. Le 6 septembre 1914, les armées allemandes sont à Meaux, à 30 km de Paris, le nord de la France est occupé. La France perd la bataille des frontières. La France lance une contre-offensive sur la Marne en septembre 1914, ce qui permet de faire reculer les armées allemandes de quelques kilomètres. On estime que les quatre premières semaines d'opération, Marne comprise, ont fait 500 000 blessés, morts ou disparus dans chacun des deux camps.

1. J. Valette, *La France et l'Afrique. L'Afrique subsaharienne de 1914 à 1960*, Paris, SEDES, 1995.

Entre 1915 et 1916, après l'échec de la guerre de mouvement, les armées s'enterrent dans les tranchées où les soldats vivent dans des conditions exécrables. De février à juin 1916, la bataille de Verdun se solde par une véritable hécatombe sur le plan humain avec près d'un demi-million de morts.

L'année 1917 apparaît comme une année charnière dans le déroulement du conflit. L'arrivée des bolcheviks au pouvoir entraîne le retrait de la Russie du conflit. Désormais, l'Allemagne ne se bat plus que sur un front. L'entrée en guerre des États-Unis renforce la Triple Alliance. L'année 1917 voit se développer un mouvement de contestation au sein des armées après les grandes tueries de l'année 1916. Face à un conflit meurtrier qui s'enlise, un sentiment de « ras-le-bol » apparaît dans les deux camps. On assiste en France à un refus d'obéissance, à des désertions et même à une tentative de marcher sur Paris de la part de deux régiments de Soissons.

Dans le même temps, la poussée pacifiste rompt le consensus d'Union sacrée qui avait prévalu au moment du déclenchement du conflit. La II[e] Internationale lors des conférences de Zimmerwald en 1915 et de Kienthal en 1916 dénonce la poursuite d'une guerre impérialiste qui sert les intérêts des milieux financiers. En septembre 1917, les socialistes français quittent le gouvernement.

Au printemps, le général Pétain met un terme à l'agitation qui secoue l'armée, il décide d'attendre les chars et les Américains afin d'éviter les hécatombes meurtrières. Il procède à quelques exécutions et parvient à améliorer les conditions de vie des soldats[1].

Toutes les initiatives de paix se soldent par un

1. *Historiens et géographes*, n° 315, juillet-août 1987, « Dossier spécial sur l'année 1917 ».

échec en raison de l'intransigeance des états-majors qui sont jusqu'au-boutistes. En décembre 1916, le président américain Wilson demande l'ouverture de négociations. En août 1917, le pape Benoît XV appelle à une paix juste pour tous les belligérants.

Ces crises amènent au pouvoir, en France, Clemenceau, surnommé « le Tigre ». Il déclare vouloir poursuivre les combats jusqu'à la victoire finale et décide d'assumer seul la conduite de la guerre en refusant d'informer le Parlement sous prétexte de sauvegarder des secrets militaires. Il néglige le Conseil des ministres et n'informe pas le président de la République sur la conduite de la guerre.

Après le retrait de ses alliés du conflit, l'Allemagne se retrouve seule dans la guerre. Le 9 novembre 1918, la révolution spartakiste de Berlin fait craindre un éclatement de l'Empire allemand. Guillaume II abdique afin d'éviter une capitulation, la République est proclamée. Le 11 novembre 1918, la signature de l'armistice dans la forêt de Rethondes met un terme au conflit.

3. La France impose sa domination.

A) *Le traité de Versailles : sécurité d'abord.* — La France vient de remporter une victoire difficile sur l'Allemagne. Elle se retrouve face à un pays vaincu qu'elle craint et qui compte une population de 65 millions d'habitants contre 45 millions pour la France.

Désormais, la politique extérieure de la France tient en trois mots : « Restitutions, Réparations et Sécurité ». Elle manifeste sa volonté d'affaiblir durablement l'Allemagne afin de prévenir toute nouvelle guerre. La France entend faire respecter les droits que sa victoire lui a donnés et laver ainsi l'humiliation imposée lors de la paix de Francfort.

Le 28 juin 1919, le traité de Versailles est signé dans la Galerie des glaces du château de Versailles, à l'endroit où quarante-huit ans plutôt Bismarck avait proclamé le IIe Reich.

Ce traité s'attache à priver l'Allemagne de sa puissance démographique, économique et militaire :

— Sur le plan territorial : la France récupère l'Alsace et la Lorraine dans l'allégresse générale. La Sarre, placée sous la tutelle de la SDN, devra au bout de quinze ans choisir, lors d'un plébiscite, de son rattachement à la France ou à l'Allemagne. L'article 42 prévoit qu' « il est interdit à l'Allemagne de maintenir ou de construire des fortifications soit sur la rive gauche du Rhin, soit sur la rive droite, à l'ouest d'une ligne tracée à 50 km à l'est de ce fleuve »[1].

— Sur le plan militaire : le service militaire est aboli. L'armée allemande est réduite à 100 000 hommes et ne peut posséder ni blindés, ni artillerie lourde, ni aviation, ni flotte.

— Sur le plan économique et financier : l'Allemagne perd la propriété de ses brevets. Ses fleuves, le Rhin, l'Elbe et l'Oder, sont internationalisés. Elle accorde aux vainqueurs la clause de la nation la plus favorisée et doit livrer aux Alliés du matériel et des produits agricoles. L'article 231 du traité de Versailles rend l'Allemagne entièrement responsable du conflit, il stipule que « l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre, qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés ». A ce titre, l'article 233 prévoit que l'Allemagne devra verser des réparations

1. J. Dalloz, *Textes de politique étrangère de la France*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1989.

fixées plus tard à 132 milliards de marks-or. La conférence de Spa du 5 au 16 juillet 1920 prévoit que la France devra recevoir 52 % de ce montant.

— Sur le plan colonial : l'Allemagne perd toutes ses colonies qui sont confiées comme mandats par la SDN aux principales puissances coloniales.

Ce traité montre la domination française sur l'Allemagne et surtout l'isolement de l'Allemagne. La France proclame son droit à assurer sa sécurité en affaiblissant son voisin.

B) *Une politique de fermeté.* — De 1919 à 1924, la question des réparations et des dettes de guerre est au cœur des relations internationales et de la politique extérieure française. En novembre 1921, lors de la conférence de Cannes, Briand, qui participe au gouvernement du Bloc national, est sur le point d'accepter les propositions de Lloyd George qui propose un aménagement de la dette allemande en contrepartie d'une garantie des frontières françaises par le Royaume-Uni. Le Parlement français refuse de le suivre tandis que le président Millerand désavoue toute initiative qui irait dans ce sens.

A propos de la question allemande, la position des Alliés est différente. Ils refusent d'affaiblir durablement l'Allemagne. En 1919 l'économiste anglais Keynes publie un ouvrage intitulé *Les conséquences économiques de la paix,* où il explique que le relèvement économique de l'Europe ne peut se réaliser sans l'Allemagne. L'autre préoccupation est d'ordre politique ; les Alliés craignent qu'une déstabilisation durable de l'Allemagne n'entraîne son basculement dans le camp bolchevique. La Grande-Bretagne, fidèle à sa politique d'équilibre des pouvoirs en Europe, craint que la France n'impose son hégémonie en Europe. La France se retrouve isolée dans son

attitude intransigeante face à l'Allemagne. Elle recherche des alliances et signe des traités avec la Belgique en 1920 et la Pologne en 1921.

En janvier 1922, Poincaré arrive au pouvoir : il semble décidé à faire appliquer le traité de Versailles. L'Allemagne s'acquittait irrégulièrement de sa dette envers la France. Un retard dans la livraison de poteaux télégraphiques déclenche une intervention militaire. Poincaré développe sa théorie du « gage productif » qui permet au vainqueur de se payer en nature. Le 11 janvier 1923, les troupes franco-belges occupent militairement la Ruhr, riche région économique d'Allemagne.

Le chancelier allemand Cuno décrète la résistance passive ; 2 millions d'ouvriers soutenus par le gouvernement se mettent en grève afin de protester contre cette occupation. L'intervention française contribue à déstabiliser économiquement l'Allemagne et provoque surtout de vives réticences chez les Anglo-Saxons qui décident d'attaquer le franc sur les marchés financiers. La banque américaine Morgan accepte d'accorder un prêt à la France en contrepartie de l'évacuation de la Ruhr.

II. — De la détente aux débuts de la deuxième guerre mondiale (1924-1939)

1. Une phase de détente.

A) *La politique extérieure du Cartel des gauches.* — Le succès du Cartel des gauches lors des élections législatives de 1924 amène au pouvoir le radical Herriot. Il désigne A. Briand comme ministre des Affaires étrangères. Pour ce dernier, la paix passe par la réconciliation entre la France et l'Allemagne ; il va donc centrer sa politique sur un rapprochement avec l'Allemagne.

Les adversaires de Briand, et notamment la droite nationaliste, hostiles viscéralement à toute réconciliation, lui ont reproché son aveuglement et son absence de réalisme face à une Allemagne belliqueuse. Il faut nuancer l'idée d'un Briand idéaliste et pacifiste béat qui se serait laissé manipuler par un habile chancelier, Stresemann, qui ne cherchait à obtenir que la révision des traités. En fait Briand explique ses motivations, il précise qu'il fait la « politique de la natalité française » et de ses moyens financiers. Il souhaite éviter un nouvel isolement de la France face à une Allemagne réconciliée avec la Russie des Soviets depuis le traité de Rapallo d'avril 1922 (qui prévoit un accord économique et des négociations militaires secrètes), mais aussi face aux Anglo-Saxons qui investissent massivement des capitaux dans une Allemagne redevenue prospère. Briand pense aussi que la réintégration de l'Allemagne dans le concert des nations doit permettre de mieux la contrôler et surtout de la surveiller.

Après avoir reconnu la Russie bolchevique, Briand accepte le plan Dawes en 1924. Ce plan prévoit que les versements allemands seraient garantis par une hypothèque sur les chemins de fer et l'industrie. Les annuités s'élèveraient en cinq ans de 1 milliard de marks-or à 2,5 milliards. Au total, ce plan aboutit à une baisse du montant des réparations. Lors de la conférence de Locarno en Suisse, en octobre 1925, en présence de Briand pour la France, de Chamberlain pour la Grande-Bretagne, de Vandervelde pour la Belgique et de Mussolini pour l'Italie, l'Allemagne reconnaît de son plein gré ses frontières avec la France et donc la perte de l'Alsace et de la Lorraine. Ce traité stipule que « l'Allemagne et la Belgique et de même l'Allemagne et la France s'engagent réciproquement à ne se livrer de part et d'autre à aucune attaque ou invasion et à ne recourir de part et d'autre en aucun cas à la guerre ». Toutefois, tout en initiant ce rapprochement avec l'Allemagne, la France signe des traités de coopération avec les pays d'Europe de l'Est : Tchécoslovaquie en 1924, Roumanie en 1926 et Yougoslavie en 1927. En septembre 1926, l'Allemagne parrainée par la France adhère à la Société des nations où Briand prononce le discours d'accueil : « Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix. » En 1926, Briand et Stresemann reçoivent le prix Nobel de la paix. Afin de montrer leur bonne foi dans cette réconciliation, les Alliés évacuent la Rhénanie avant le terme fixé par le traité.

B) *L'esprit de Genève.* — La Société des nations, renforcée par l'adhésion de l'Allemagne, puis de la Russie en 1926, va connaître son âge d'or. Toutefois, les États-Unis et l'URSS refusent de participer plus activement aux affaires européennes. A. Briand souhaiterait un soutien des États-Unis à la politique de rapprochement avec l'Allemagne. A l'occasion du dixième anniversaire de l'entrée des États-Unis dans le premier conflit mondial, il adresse un message au peuple américain. En août 1928, il signe avec Kellogg le pacte Briand-Kellogg qui met la guerre hors la loi. Ce pacte est signé par 57 pays dont l'URSS, le Japon, l'Allemagne et les États-Unis...

Briand est un fervent partisan d'un rapprochement des pays européens. Cette idée est reprise par de nombreux mouvements comme « Pan Europa » fondé à Vienne en 1923 par le comte Richard de Koudenhove-Kalergi. Il affirme que l'union de l'Europe est nécessaire afin de permettre à l'Europe de conserver son rôle de leader dans le monde, d'éviter la conquête de l'Europe par le bolchevisme russe ou encore la domination économique américaine. Kalergi reçut le

patronage d'un grand nombre d'hommes politiques et d'écrivains comme A. Briand, L. Blum, E. Herriot, K. Adenauer, P. Claudel, E. M. Rilke...

Le 5 septembre 1929, lors d'un discours prononcé à la SDN, Briand présente un projet de fédération européenne. Il propose un lien fédéral entre les États au profit d'une autorité supérieure tout en préservant la souveraineté nationale, en précisant que cette « association agira surtout dans le domaine économique ». Ce projet fut critiqué par la droite, mais aussi par la gauche.

C) *La crise de 1929 ébranle ce rapprochement.* — Dès les premières manifestations de la crise économique, les États-Unis se montrent favorables à une réduction du montant de la dette allemande. En 1929, un nouveau comité d'experts élabore le plan Young qui réduit une nouvelle fois le montant de la dette allemande à 38 milliards de marks-or et prévoit un paiement en 59 annuités, ce qui signifie un paiement jusqu'en 1988.

Dès le 6 juin 1931, le chancelier Brüning affirme que son pays est incapable de faire face aux obligations imposées par le plan Young. Devant l'ampleur de la crise qui frappe violemment l'Allemagne après le retrait des capitaux américains investis, les États-Unis proposent en 1931 un moratoire d'un an. Il prévoit une suspension du paiement des réparations mais aussi des dettes de guerre, afin de sauver les banques allemandes où les capitaux américains investis demeurent importants.

Le moratoire Hoover a deux conséquences sur le plan international. La première est l'annulation des clauses financières du traité de Versailles. En juin 1932, le gouvernement allemand se déclare hors d'état de reprendre le paiement des réparations. La

conférence de Lausanne qui se tient en juillet 1932 met un terme aux réparations allemandes. La seconde est l'opposition entre les États-Unis et la France. Le président américain Hoover refuse de lier les créances alliées à l'abandon des réparations. La Grande-Bretagne, l'Italie et la Tchécoslovaquie acceptent de reprendre le paiement des dettes de guerre, tandis que la France refuse de s'acquitter de sa dette envers les États-Unis en prétextant l'abandon du paiement des réparations de l'Allemagne.

2. **Les incertitudes de la politique française.**

A) *L'échec de la politique de Barthou.* — La France opte durablement pour une stratégie défensive en cas de guerre avec l'Allemagne. Les politiques, avec le soutien des militaires, votent le 14 janvier 1930 la construction de la ligne Maginot qui va durer de 1930 à 1935.

En janvier 1933, l'arrivée au pouvoir d'Hitler va bouleverser les rapports de force en Europe. Il entend redonner à l'Allemagne son rôle de grande puissance en Europe et dénonce le traité de Versailles. Selon Hitler, la France est l' « ennemi éternel de la nation allemande » ; il va s'attacher à l'isoler diplomatiquement.

Après une ère de domination française, Hitler va s'imposer en véritable tacticien. Il connaît le fonctionnement des institutions des pays démocratiques et va créer des tensions lors de crises gouvernementales, à l'approche des élections, les fins de semaine... Son but est d'obtenir la révision des traités pacifiquement dans un premier temps en attendant que le réarmement de l'Allemagne lui confère une supériorité militaire. Afin de protester contre la façon dont l'Allemagne est traitée, en novembre 1933, Hitler propose à Paul-Boncour une négociation directe avec la

France à propos de la question de la Sarre et du réarmement de l'Allemagne. Le ministre français refuse toute discussion hors du cadre de la SDN. Prenant prétexte de cet échec, l'Allemagne quitte la conférence sur le désarmement en octobre 1933 et la SDN.

Après ce retrait, Hitler tente de disloquer le système d'alliances françaises. Le 26 janvier 1934, il signe un pacte de non-agression avec la Pologne pour une durée de dix ans. En juin 1934, après l'assassinat du chancelier Dollfuss en Autriche, Hitler tente de réaliser l'*Anschluss* avec l'Autriche. Ce rapprochement échoue en raison de l'intervention de Mussolini qui envoie deux divisions à la frontière du Brenner. Cette crise montre que la France et la Grande-Bretagne ne sont pas intervenues afin de s'opposer aux velléités expansionnistes d'Hitler.

Face aux initiatives allemandes, le ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou, mène une politique réaliste et ambitieuse afin d'isoler l'Allemagne sur le plan diplomatique. Il poursuit le rapprochement avec l'URSS et soutient activement l'entrée de ce pays à la SDN en 1934. Son assassinat à Marseille avec le roi Alexandre de Yougoslavie qu'il était venu accueillir pour une visite officielle met un terme à cette politique.

Son successeur, Pierre Laval, ministre des Affaires étrangères puis président du Conseil, va en apparence poursuivre la politique de Barthou. Le 2 mai 1935, la France signe un traité avec l'URSS qui prévoit, en cas d'agression de l'un des deux pays, une consultation. Il apparaît que Laval n'ait pas voulu aller plus loin dans ce rapprochement en abordant les questions militaires.

En raison de l'arrivée des « classes creuses », en mars 1934 la France adopte une loi qui rétablit le service militaire effectif de deux ans. Hitler prend prétexte de cette décision afin de promulguer une loi qui

rétablit le service militaire obligatoire en Allemagne, fixe les effectifs militaires de l'armée allemande à 36 divisions et décide de reconstituer une flotte. A cette date, l'Allemagne a une population de 65 millions d'habitants et peut mobiliser 13 millions d'hommes contre 6,7 millions pour la France. Le 27 janvier 1935, après une propagande financée par le gouvernement allemand, un plébiscite approuve à 90 % le rattachement de la Sarre à l'Allemagne.

Face aux initiatives d'Hitler, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne se rapprochent, en organisant le « front de Stresa », le 11 avril 1935. Ces trois pays protestent contre la méthode de dénonciation unilatérale des traités de paix et réaffirment leur fidélité au traité de Locarno. Ils insistent sur la nécessité de maintenir l'indépendance de l'Autriche. L'Allemagne semble isolée face à ce front.

B) *Les crises de 1935-1936.* — Après l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie en 1935, la SDN critique cette intervention et décide d'adopter des sanctions financières à son encontre. Cette position suscite un mécontentement de Mussolini. Elle contribue à la dislocation du front de Stresa et à un rapprochement entre l'Italie et l'Allemagne qui aboutit à la signature de l'axe Rome-Berlin en 1936.

En mars 1936, Hitler occupe la zone démilitarisée en Rhénanie. Afin de justifier son geste dans un discours prononcé devant le Reichstag, il affirme : « Aux offres amicales et aux assurances pacifiques que l'Allemagne n'a cessé de réitérer, la France a répondu par une alliance militaire avec l'Union soviétique qui est exclusivement dirigée contre l'Allemagne. » Il précise que désormais l'Allemagne ne reconnaît plus le traité de Locarno.

Face à une violation manifeste du traité de Ver-

sailles, la France souhaite adopter une attitude ferme face à l'Allemagne. Elle se tourne vers l'URSS qui lui apporte son soutien. La Grande-Bretagne ne se montre pas résolue à soutenir la France dans une épreuve de force avec l'Allemagne. Le 8 mars 1936, le président du Conseil Sarraut déclare : « Nous ne sommes pas disposés à laisser Strasbourg exposé au feu des canons allemands. » Le 9 mars 1936, le général Maurin, ministre de la Guerre surestimant la puissance militaire allemande, affirme qu'une intervention française contre l'Allemagne nécessiterait de procéder à une mobilisation générale[1]. En France, la situation est complexe, la proximité des élections législatives rend difficile un engagement militaire dans un pays où le courant pacifiste est important. Ne bénéficiant pas du soutien de la Grande-Bretagne, la France permet à Hitler de réaliser son coup de force sans aucune résistance. Désormais, Hitler s'impose comme le maître des relations internationales.

« La période 1930-1936 est donc une période d'affaiblissement de l'armée française, due en premier lieu aux difficultés financières et économiques, ensuite à l'instabilité politique, et enfin au développement du pacifisme qui aboutit à masquer les véritables enjeux. »[2]

C) *La politique extérieure du Front populaire.* — Le Front populaire réalise sa campagne autour de trois mots, « Pain, Paix, Liberté ». A partir du mois de juillet 1936, le général Franco entre en rébellion contre le gouvernement du *frente popular* élu démocratiquement. En France, de nombreuses divergences

1. J.-B. Duroselle, *Histoire diplomatique de la France de 1919 à nos jours*, 8e éd., Dalloz, 1981.
2. J. Doise, M. Vaisse, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire (1871-1991)*, Paris, Le Seuil, « Points », 1992.

apparaissent au sein de la coalition. Les radicaux sont hostiles à toute intervention, ils pensent que la SDN, la diplomatie et le désarmement doivent permettre de régler les différends. Au sein d'une SFIO majoritairement pacifiste, il existe un courant qui est favorable à une intervention au nom de la lutte contre le fascisme et qui soutient l'alliance avec l'URSS. De son côté, le gouvernement britannique se montre hostile à toute intervention dans ce conflit.

Sur le plan diplomatique et militaire, la France semble assez isolée. L'éventualité d'un basculement de l'Espagne dans le camp des dictatures serait catastrophique, elle se retrouverait encerclée par les dictatures. Isolée sur le plan diplomatique, la France se résigne à décréter la non-intervention dans le conflit espagnol. Le 26 août, 27 nations acceptent ce principe tandis que l'Italie et l'Allemagne apportent un soutien militaire important au général Franco.

Dans le même temps, six semaines après le déclenchement de la guerre d'Espagne, sous l'impulsion de Daladier, ministre de la Guerre, un plan quadriennal pour l'armement de 14 milliards de francs est adopté, allant au-delà des espérances de l'état-major français. La nationalisation des industries de guerre par la loi du 11 août 1936 permet une modernisation de ces industries obsolètes. P. Cot, ministre de l'Air, fait adopter en Conseil des ministres le lancement d'un plan de 1 500 avions de combat. Quelques semaines plus tard, Gasnier-Duparc, ministre de la Marine, lance un programme naval ambitieux. Le Front populaire a entrepris un effort important pour le réarmement de la France : « Il a fait plus pour les canons que pour le beurre. »[1]

1. R. Franck, *Le Front populaire a-t-il perdu la guerre ?*, Paris, Le Seuil, « Points », 1990.

Dans l'empire colonial français, la victoire du Front populaire suscite de grands espoirs. Lors d'un discours prononcé en 1927, Léon Blum avait dénoncé les abus du colonialisme en insistant sur la nécessité de rendre aux peuples colonisés la liberté et la souveraineté. Le 6 juin 1936, il évoque un programme de grands travaux en France et dans les territoires d'outre-mer. Le 20 juin 1936, Moutet, ministre des Colonies, envoie une commission d'enquête dans les colonies afin de dresser un inventaire des difficultés. Ses projets vont susciter une inquiétude des milieux coloniaux qui affirment que l'application des lois sociales métropolitaines contribuerait à une augmentation du prix des matières premières. La citoyenneté va être accordée avec une grande parcimonie dans l'empire.

3. **La décadence (1937-1939).**

A) *Les coups de force de l'Allemagne se poursuivent.* — Hitler sort définitivement de son isolement avec la signature en 1936 de l'axe Rome-Berlin. Il se tourne vers l'Autriche après que Mussolini ait levé toute ambiguïté quant à son soutien à l'Autriche. Hitler réalise l'*Anschluss* en mars 1938 qui est ratifié lors d'un plébiscite par 97 % des voix ; l'Allemagne compte désormais 73 millions d'habitants. Au moment où éclate cette crise, le gouvernement français est démissionnaire. La France ne réagit pas, elle aligne sa position sur celle de la Grande-Bretagne qui demeure fidèle à sa politique d'« apaisement ». La diplomatie française semble incapable de prendre des initiatives afin de préserver sa sécurité face à une Allemagne réarmée[1].

1. J.-B. Duroselle, *La politique étrangère de la France. La décadence, 1932-1939*, Paris, Le Seuil, « Points », 1979.

Après ce coup de force réalisé sans véritable difficulté, Hitler s'attache à isoler la France. Il se tourne vers la Tchécoslovaquie, alliée de la France qui possède une industrie puissante. Il revendique la région des Sudètes qui compte 3,5 millions d'Allemands.

B) *La passivité française.* — La France et la Grande-Bretagne font pression sur la Tchécoslovaquie afin de négocier avec l'Allemagne. Mussolini suggère la tenue d'une conférence à quatre dont Hitler fixe le siège à Munich. La conférence s'ouvre le 29 septembre 1938 sans la Tchécoslovaquie ni l'URSS. Lors de cette conférence, les démocraties acceptent les revendications d'Hitler. L'attitude de la France à Munich et le « lâchage » de la Tchécoslovaquie suscitent un véritable débat en France entre les pro-Munichois et les anti-Munichois. Daladier est accueilli à sa grande surprise, lors de son retour au Bourget, par une foule immense qui vient saluer le sauveur de la paix.

Munich achève la dislocation totale du système d'alliances français. L'URSS écartée de cette négociation a le sentiment qu'elle ne peut pas compter sur la fidélité des démocraties et accuse la France et la Grande-Bretagne de vouloir attirer l'Allemagne vers l'est de l'Europe. Les alliés traditionnels de la France à l'est de l'Europe se séparent de la France qui vient de céder face aux revendications d'Hitler.

Le 30 septembre 1938, au matin, Chamberlain et Hitler signent une déclaration de non-agression qui stipule : « Nous sommes décidés à ce que la méthode de consultation soit la méthode adoptée pour résoudre toute autre question qui peut concerner nos deux pays, et nous sommes déterminés à continuer nos efforts pour écarter les sources probables de différends et contribuer ainsi à assurer la paix en

Europe. » Ce traité de non-agression est complété à Paris le 6 décembre 1938 par un accord entre la France et l'Allemagne qui réaffirme que les frontières entre les deux pays sont définitives et que les deux pays auront recours à la négociation afin de résoudre les problèmes futurs.

Après Munich, Hitler encourage le dépeçage de la Tchécoslovaquie en soutenant les revendications de la Pologne, de la Hongrie et de la minorité slovaque. En quelques mois, la Tchécoslovaquie disparaît de la carte de l'Europe. L'attitude d'Hitler entraîne une réaction de la France et de la Grande-Bretagne avec une « véritable révolution de la politique anglaise qui prend conscience qu'il était impossible de négocier avec Hitler ».

C) *La France entre dans la guerre à reculons.* — Le 31 mars 1939, la Grande-Bretagne et la France décident de soutenir la Pologne en cas d'agression de l'Allemagne. Le 13 avril, la France et la Grande-Bretagne annoncent qu'elles donnent leur garantie à la Roumanie et à la Grèce.

On assiste à une course à l'alliance russe, Hitler souhaite se rapprocher de l'URSS afin de prévenir un combat sur deux fronts tandis que la France compte sur cette alliance afin d'éviter que l'Allemagne ne concentre toutes ses forces contre elle. La Grande-Bretagne et la France doivent faire face à un refus catégorique du gouvernement polonais de voir des troupes russes traverser son territoire. La position de Staline évolue ; il voit dans une alliance avec l'Allemagne un moyen de détourner provisoirement les ambitions de l'Allemagne de l'est de l'Europe. Le 23 août 1939, Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne, arrive en URSS avec des pouvoirs considérables. Il signe un traité de non-agression avec l'URSS assorti d'un protocole secret qui prévoit un partage de la Pologne. La signature de ce traité est ressentie en France comme l'imminence du début de la guerre. Le 1er septembre 1939, Hitler décide d'envahir la Pologne. Mussolini tente de proposer une nouvelle conférence. Le 3 septembre 1939, face au refus de l'Allemagne de se retirer de la Pologne, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne.

III. — De la défaite militaire à la construction européenne (1940-1958)

1. La France pendant la deuxième guerre mondiale.

A) *La défaite française et l'échec du projet d'union franco-britannique.* — Alors que l'Allemagne écrase la Pologne à l'est, la France, fidèle à sa stratégie défensive, attend les premières offensives à l'abri derrière la ligne Maginot. Le 28 mars 1940, la Grande-Bretagne et la France signent une déclaration par laquelle les deux pays s'engagent « mutuellement à ne pas négocier ni conclure d'armistice ou de traité de paix durant la présente guerre si ce n'est de leur commun accord ».

La seule intervention menée par la Grande-Bretagne et la France est une opération en Norvège en avril 1940 afin de priver l'Allemagne du minerai de fer norvégien. Cette opération se solde par un échec et entraîne la démission de Chamberlain qui est remplacé par W. Churchill.

En mai 1940, la « guerre éclair » permet à l'Allemagne de remporter une victoire militaire sur la France en quarante jours, face à une armée qui semble en retard d'une guerre. De leur côté, les

Alliés accumulent les erreurs ; le commandement est incapable de prendre des initiatives majeures et ne peut ralentir l'avancée des troupes allemandes : 120 000 Français sont tués et 1,6 million de prisonniers sont emmenés en Allemagne. Comme le dit le général Beaufre, l'armée française se révèle en mai-juin 1940 comme un « vaste outil inefficace, incapable de réactions rapides et d'adaptation, fruit de vingt années d'erreur de doctrine aggravées par neuf mois de sommeil ».

La défaite française et l'exode des soldats français et britanniques à Dunkerque entraîne une véritable crise morale au sein des états-majors des deux pays. Le 16 juin 1940, la Grande-Bretagne propose un projet d'union franco-britannique qui stipule que « les deux gouvernements déclarent que la France et la Grande-Bretagne ne seront plus deux nations, mais une union franco-britannique ». Ce texte va plus loin puisqu'il prévoit une double nationalité pour ses habitants, la création d'un cabinet de guerre commun, un rapprochement des deux Parlements...

Le 18 juin 1940, l'ancien sous-secrétaire d'État dans le gouvernement Reynaud, le général de Gaulle, lance son fameux appel où il rappelle le projet d'union franco-britannique et invite surtout à poursuivre la guerre à partir de l'empire colonial. Deux jours plus tard, le maréchal Pétain explique les raisons de la défaite française : « Trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés, voilà les causes de notre défaite. »

Le 22 juin 1940, la France n'honore pas ses engagements prévus dans la déclaration franco-britannique du 28 mars 1940. Elle signe avec l'Allemagne un armistice très contraignant. L'armée française est réduite à 100 000 hommes, toute fabrication de matériel de guerre est interdite et le matériel exis-

tant est livré à l'Allemagne, le territoire est divisé en deux parties et surtout l'article 8 prévoit que « la flotte de guerre française à l'exception de la partie qui est laissée à la disposition du gouvernement français pour la sauvegarde de ses intérêts dans l'empire colonial sera rassemblée dans des ports à déterminer et devra être démobilisée et désarmée sous le contrôle respectif de l'Allemagne et de l'Italie... ».

Face à l'ambiguïté de l'attitude allemande à propos de la flotte française, la Grande-Bretagne craint l'utilisation de celle-ci à des fins militaires. Le 3 juillet 1940, dans la rade de Mers el-Kébir, près d'Oran, refusant de répondre aux injonctions des marins anglais de gagner l'Angleterre ou un port neutre, de nombreux navires français sont coulés par la marine anglaise.

B) *La vassalisation de la France.* — Vichy tente de justifier son existence en montrant son attachement à l'empire. Du 15 au 21 juillet 1941, Vichy organise une semaine de la France d'outre-mer qui présente les réalisations coloniales. Le régime poursuit sa politique antisémite dans les colonies en abrogeant le décret Crémieux et en procédant à une chasse aux francs-maçons.

Après le renvoi de Laval, l'amiral Darlan, anglophobe, persuadé de la victoire de l'Allemagne nazie, signe les protocoles de Paris en mai 1941. Cet accord prévoit de mettre à disposition des Allemands la base de Bizerte et le chemin de fer Bizerte-Gabès tandis que les navires de guerre français escortent les convois de ravitaillement pour l'Africa Korps. Il était aussi prévu que les sous-marins allemands pourraient se ravitailler à Dakar.

A partir d'avril 1942, Laval revient au pouvoir. Il aligne la politique française sur les volontés de

l'Allemagne. Le 11 novembre 1942, l'occupation de la zone libre réduit fortement l'autorité du régime de Vichy tandis que l'empire colonial se bat aux côtés des Alliés. Vichy se retrouve isolé, en novembre 1942 ; le Canada, les États-Unis et de nombreux pays d'Amérique rompent les relations diplomatiques avec Vichy. A partir de 1943, Vichy n'a plus de politique étrangère propre.

C) *Une volonté de restaurer partout l'autorité de la France.* — Après la défaite de 1940, l'Afrique va permettre à de Gaulle de trouver une certaine légitimité[1] auprès des Alliés. Dès l'été 1940, le Tchad, l'AEF, Brazzaville, le Congo et le Gabon se rallient à de Gaulle. Ainsi, deux bataillons français sont présents au cours de l'été 1942 dans les rangs de la VIII[e] armée britannique sur le front libyen.

Les États-Unis négocient avec Giraud puis Darlan avec lesquels ils espèrent pouvoir s'entendre. Ils refusent de reconnaître l'autorité du général de Gaulle. De son côté, le général de Gaulle veut obtenir une reconnaissance de la France libre afin que la France ne soit pas traitée comme une alliée de l'Allemagne nazie. Il veut restaurer le rang et l'autorité de la France et prémunir la France contre toute nouvelle revanche de l'Allemagne.

Après la disparition de Giraud, de Gaulle se retrouve, à partir de 1943, à la tête du « Gouvernement provisoire de la République française ». Il tente de s'imposer face aux Alliés qui refusent de l'associer aux grandes décisions sur la poursuite de la guerre. Des forces françaises participent aux côtés des Américains à la libération du territoire national et notamment de la Corse qui est libérée par la France libre dès septembre 1943.

1. J. Valette, *La France et l'Afrique. L'Afrique subsaharienne de 1914 à 1960*, Paris, SEDES, 1993.

De leur côté, la Grande-Bretagne et surtout les États-Unis entendent occuper militairement la France qui, à leurs yeux, en collaborant avec l'Allemagne, se retrouve dans le camps des pays vaincus. Les États-Unis impriment des dollars d'occupation et comptent placer la France sous l'administration de l'AMGOT (Allied military government of the occupied territories). De Gaulle s'attache à démontrer qu'il bénéficie d'une réelle légitimité au sein de la population et que la France en raison de sa participation aux combats sur différents fronts ne doit pas être considérée comme un pays vaincu, mais au contraire comme un allié.

Afin de lever les résistances des Américains à son égard, le 8 septembre, il forme un gouvernement qui se compose de personnalités venues d'Alger mais aussi de la Résistance. Il s'engage à organiser des élections dès que les circonstances le permettront. La Grande-Bretagne nomme, le 13 septembre, un ambassadeur à Paris. Le 28 septembre, Churchill déclare : « Il est important de faire participer des représentants de la France à toutes les conversations concernant les frontières du Rhin et, d'une façon générale, le règlement du problème allemand. » Le 23 octobre, de Gaulle obtient une autre victoire diplomatique : les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'URSS et d'autres nations reconnaissent *de jure* le gouvernement provisoire.

Fort de ce succès diplomatique, le général de Gaulle et G. Bidault, ministre des Affaires étrangères, entreprennent un voyage en URSS, en décembre 1944, dans le but de permettre à la France de jouer un rôle d'arbitre entre les Anglo-Saxons et l'URSS. Ce voyage aboutit à un traité d'alliance entre les deux pays. Il prévoit une poursuite de la guerre jusqu'à la victoire finale, d' « éliminer toute nouvelle menace provenant

de l'Allemagne », une aide mutuelle en cas d'agression de l'Allemagne, un engagement à ne participer à aucune coalition dirigée contre l'une d'elles, et à se prêter une assistance économique.

De Gaulle proteste en raison de l'absence de la France lors de la conférence de Yalta en février 1945. Il refuse que la France puisse être traitée en puissance de second rang. A Yalta, Staline et Roosevelt n'entendent pas accorder une zone d'occupation en Allemagne pour la France. Churchill et Eden sont persuadés que la stabilité de l'Europe était inconcevable sans une France forte et influente. Ils proposent que la France dispose d'une zone d'occupation en Allemagne. Staline ne s'oppose pas à ce projet, toutefois il souhaite que cette zone soit prélevée sur les parties anglaise et américaine.

Après la faillite de la SDN, la Grande-Bretagne et les États-Unis, lors de la signature de la charte de l'Atlantique en 1941, avaient prévu la création d'une organisation internationale ouverte à l'URSS. Son but serait d'empêcher toute nouvelle guerre. Sous la pression de la Grande-Bretagne qui craint son isolement, la France dispose d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

2. La France dans la guerre froide.

A) *Un pays affaibli durablement.* — Durant la guerre, l'empire colonial français a connu des remous. Dans certaines parties de l'empire, l'autorité de la France s'est effondrée. De Gaulle montre sa volonté d'instaurer de nouveaux rapports avec les colonies. Lors du discours prononcé à Brazzaville le 30 janvier 1944, sous l'influence de F. Éboué et de R. Pleven, il annonce une nouvelle politique africaine. Il propose une association, et parle de « gestion de leurs propres affaires » sans préciser le contenu de ces

réformes. La fin de la deuxième guerre mondiale suscite un véritable espoir dans les colonies. Le gouvernement français réprime sévèrement les manifestations qui se déroulent en Algérie le 8 mai 1945. En Indochine, après la capitulation du Japon, le 2 septembre 1945, Hô Chi Minh proclame l'indépendance de la République démocratique du Vietnam. Sur place, l'amiral Thierry d'Argenlieu, haut commissaire, est chargé de restaurer la souveraineté française en Indochine. Il mène une politique de fermeté en bombardant Haiphong en 1946. Le Vietminh riposte en massacrant des Français à Hanoi : la guerre débute en Indochine. En mars 1947, la révolte de Madagascar fait 80 000 morts. La France ne semble pas disposée à « brader son empire », elle entend rétablir un ordre sérieusement ébranlé.

En 1946, le travail forcé est interdit tandis que la Constitution du 27 octobre 1946 instaure l'Union française. Le titre VIII, intitulé « De l'Union française », comporte 23 articles. L'article 64 stipule que « le président de la République est président de l'Union française, dont il représente les intérêts permanents ». La Constitution prévoit de créer des organes représentatifs au sein de cette union dont les pouvoirs sont limités.

Dès 1946, les premières tensions entre les deux Grands surgissent. Le 10 mars 1947, lors de la conférence de Moscou, les divergences apparaissent entre les Alliés à propos de l'Allemagne. Les revendications de la France sont maximalistes, elle souhaite affaiblir durablement l'Allemagne. Elle se montre favorable à une Allemagne fortement décentralisée avec douze *Länder* et un gouvernement fédéral faible. Au contraire, les Anglo-Saxons souhaitent un gouvernement fédéral fort. L'URSS est favorable à un État centralisé et réclame une partie de la Ruhr.

Dans une Europe en proie à des difficultés économiques et sociales, les États-Unis proposent en 1947 une aide économique à l'ensemble des pays européens qui le souhaiteraient. L'URSS et ses satellites refusent le plan Marshall. Les pays européens créent l'OECE (Organisation européenne de coopération économique) le 16 avril 1948 dont le rôle est de répartir les crédits du plan Marshall à l'ensemble des pays européens concernés. Cette organisation permet un premier rapprochement des pays européens.

L'Allemagne devient l'un des premiers lieux de tension en Europe entre les deux Grands. Afin de protester contre la création de la bizone réalisée par la fusion des zones américaine et anglaise, Staline impose un blocus à la ville de Berlin en juin 1948. Au cours d'un vaste pont aérien, les Américains sauvent Berlin-Est de l'asphyxie. La France va devoir abandonner progressivement sa position intransigeante au sujet de l'Allemagne qui devient un véritable enjeu des relations internationales.

B) *Les prémices d'un rapprochement franco-allemand.* — Affaiblie sur le plan militaire et économique, après l'éviction des ministres communistes du gouvernement Ramadier, la France décide de s'arrimer au bloc occidental. À partir de 1947, l'idée d'un rapprochement entre les pays européens née au cours des années 20 réapparaît.

De nombreux mouvements se montrent favorables à la création d'une fédération de l'Europe occidentale. Dès 1946, le « Mouvement européen », qui compte comme présidents Churchill, Blum, Spaak et De Gasperi, lance un appel à une union des pays européens.

En mai 1948, la France adhère au Conseil de l'Europe qui est fondé à cette occasion ; ce Conseil ne dispose ni de compétences en matière militaire ni dans le domaine économique. En septembre 1949, la France se rallie à la position britannique en acceptant la création de la République fédérale allemande.

R. Schuman, en collaboration avec J. Monnet, propose en 1950 un rapprochement de certains pays européens dans le domaine du charbon et de l'acier. Le plan Schuman qui instaure la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) est signé le 18 avril 1951 par six pays : la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Il consiste à « placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une haute autorité commune ouverte à la participation des autres pays d'Europe ». Le but de cette mise en commun est d'assurer « l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin de ces régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes ».

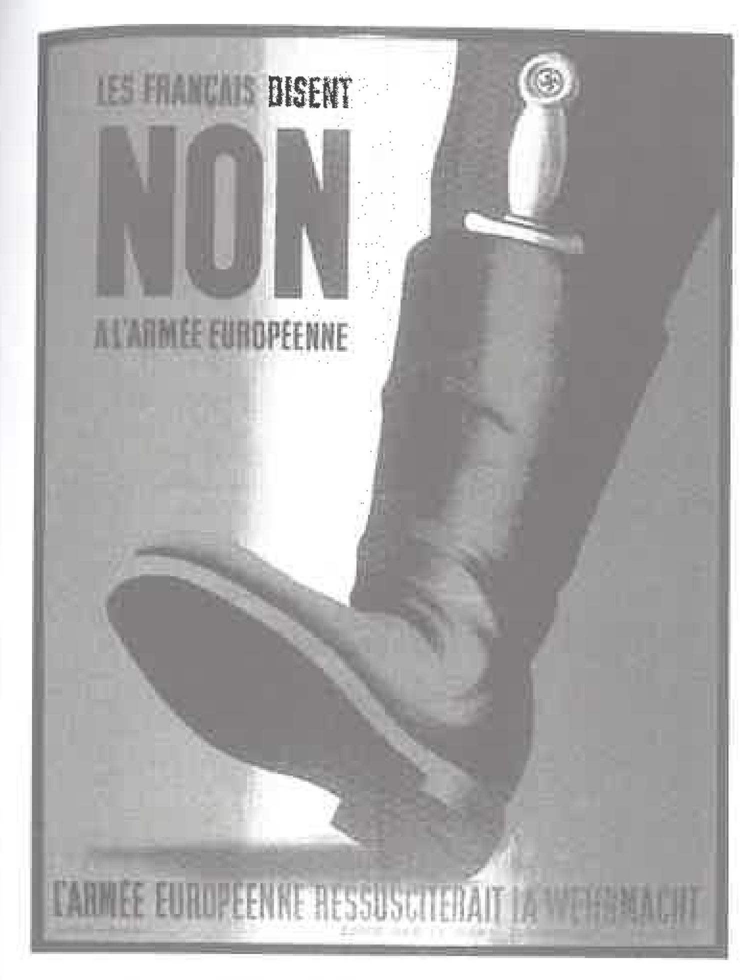
C) *Les questions de défense.* — Ce rapprochement entre les deux pays paraît encore insuffisant aux États-Unis. Les débuts de la guerre de Corée en 1950 provoquent une réelle inquiétude en Europe. Alors que les États-Unis mobilisent des forces militaires importantes en Corée, ils doivent prélever une partie des effectifs militaires stationnés en Europe. La guerre de Corée montre de façon évidente le « vide militaire » en Europe de l'Ouest face à l'URSS et à ses satellites. Les États-Unis refusent que l'Allemagne ne devienne le « ventre mou » d'une Europe désarmée qu'il serait aisé d'envahir à partir de l'Allemagne de l'Est.

Les États-Unis souhaitent mettre un terme à cette situation et se montrent favorables à l'intégration de

la RFA au Conseil atlantique. En septembre 1950, le secrétaire au Département d'État, Dean Acheson, déclare : « Je veux des Allemands en uniforme pour l'automne 1951. » L'idée d'un réarmement de l'Allemagne quelques années après la guerre est extrêmement impopulaire en France. Afin d'éviter un réarmement de l'Allemagne, le 24 octobre 1950 la France propose le plan Pleven. Ce plan prévoit que l'Allemagne ne disposerait pas d'une armée nationale, mais que des unités allemandes seraient intégrées dans une « armée européenne ». Le 27 mai 1952, le traité instituant la CED (Communauté européenne de défense) est signé à Paris par A. Pinay.

Toutefois, aucun gouvernement n'ose en proposer la ratification. Une véritable querelle apparaît en France à propos de ce traité qui est l'affaire la plus grave depuis l'affaire Dreyfus, selon R. Aron. Les partisans de la CED sont favorables à l'intégration européenne et pensent que ce traité est un moyen d'arrimer la France dans le bloc atlantique. Ses partisans sont la SFIO de Guy Mollet et le MRP, par conviction européenne. Les adversaires du traité comme les gaullistes reprochent la perte de souveraineté de la France dans un domaine aussi primordial à la sécurité du pays. Les communistes sont hostiles au traité car ils y voient une attaque directe contre l'URSS.

En raison d'une situation conflictuelle à l'intérieur du pays, mais aussi avec les États-Unis qui reprochent à la France ses tergiversations, Pierre Mendès France propose lors de son discours d'investiture du 17 juin 1954, de proposer le traité à la ratification du Parlement. Le nouveau président du Conseil prend le portefeuille des Affaires étrangères et refuse de prendre position sur le traité. Le 30 août 1954, après une question préalable du député d'Alger, le général Aumerand, le traité est rejeté sans aucun débat par



Affiche de propagande hostile à la CED, 1953, © BDIC.

319 voix contre 264. Ce rejet suscite un mécontentement profond de la part des partenaires de la France. En 1955, lors de la conférence de Paris, la France accepte le principe du réarmement de l'Allemagne.

3. L'arrimage à l'Europe.

A) *La crise de Suez.* — En 1954, un coup d'État porte au pouvoir le colonel Nasser qui souhaite réaliser l'union du monde arabe. Nasser veut construire le barrage d'Assouan afin d'assurer l'indépendance énergétique de son pays. Il se tourne vers les États-Unis qui refusent de lui apporter une aide en raison de propos désobligeants envers les États-Unis. Le 26 juillet 1956, devant une foule importante à Alexandrie, il annonce la nationalisation du canal de Suez et en interdit la navigation aux navires israéliens.

La compagnie du canal était gérée par des Français et des Britanniques. La Grande-Bretagne, la France et Israël ont un intérêt commun à abattre Nasser. La Grande-Bretagne voit dans le discours de Nasser une menace à son influence dans une région stratégique où elle a encore des alliés. Israël souhaite mettre un terme aux raids des fedayins contre son territoire à partir de la bande de Gaza. La France, confrontée à l'insurrection algérienne depuis 1954, accuse Nasser d'apporter une aide militaire aux rebelles du FLN. Après une réunion secrète qui se tient à Sèvres, le 22 octobre 1956, les trois pays s'entendent afin de mener conjointement une intervention militaire.

En France, le président du Conseil Guy Mollet[1] compare Nasser à un nouvel Hitler et justifie l'intervention de la France afin de ne pas réitérer les erreurs de la conférence de Munich. Le juriste Maurice Duverger écrit, dans *Le Monde* du

1. D. Lefebvre, *Guy Mollet. Le mal-aimé*, Paris, Plon, 1992.

1er août 1956 : « L'exemple des années 1933-1939 est clair : en face de la mégalomanie d'un dictateur, il ne faut pas répondre par des procédures juridiques inefficaces qui ridiculisent le droit, mais par la force. »

L'intervention militaire est un succès total : en quelques heures les points stratégiques du pays sont contrôlés. Cette opération suscite une véritable désapprobation de la part des États-Unis, mais aussi de l'URSS. Les États-Unis, tenus à l'écart de cette intervention, craignent une perte de leur influence auprès des pays arabes. Ils mènent la « diplomatie du dollar » en spéculant contre la livre sterling. L'URSS qui est en train d'écraser la révolte hongroise veut apparaître comme le défenseur du monde arabe et voit là une bonne occasion afin de s'implanter dans la région.

Le 5 novembre 1956, l'URSS lance trois ultimatums à la France, à la Grande-Bretagne et à Israël. Le maréchal Boulganine dénonce l'agression et fait allusion à la possibilité d'utiliser l'arme atomique contre ces trois pays. Le 7 novembre 1956, l'assemblée générale de l'ONU vote pour l'intervention d'une force internationale. « La preuve était faite que l'autonomie d'intervention des puissances moyennes était désormais à peu près nulle. » Une caricature française montre les conséquences de cette crise. Dans une cage, s'appuie, un fouet à la main, un dompteur ayant les traits d'Eisenhower. Le lion dit au coq : « Tu te souviens de Waterloo ? » Et le coq répond : « C'était le bon temps ! Le temps où même dans la défaite, on restait un grand pays. »[1] Cette crise renforce encore la détermination de la France à poursuivre un effort atomique destiné à favoriser son indépendance militaire[2].

1. A. Grosser, *Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les États-Unis depuis la guerre*, Paris, Le Seuil, « Points », 1981.
2. M. Vaisse, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire (1871-1991)*, Paris, Le Seuil, « Points », 1992.

B) *Une puissance coloniale ébranlée.* — La poursuite de la guerre en Indochine aboutit à la défaite en mai 1954 de Diên Biên Phû qui entraîne l'arrivée au pouvoir de Pierre Mendès France. Dans son discours d'investiture de juin 1954, il promet un règlement des questions coloniales. La conférence de Genève prévoit un retrait de la France du Vietnam qui est divisé en deux de part et d'autre du 17e parallèle. Après ce premier succès, lors du discours de Carthage du 31 juillet 1954, il propose l'autonomie au Maroc et à la Tunisie.

Alors que la France voit son empire colonial se lézarder, elle se trouve confrontée à une véritable guerre en Algérie. Après les événements de la Toussaint 1954[1], les négociations semblent difficiles. Pierre Mendès France qui est considéré comme un libéral en matière de politique coloniale est renversé. L'arrivée de Guy Mollet au pouvoir apparaît comme un tournant dans la guerre d'Algérie.

Au mois de mars 1956, la France accorde l'indépendance à la Tunisie et au Maroc. Guy Mollet tente de sauver les restes de l'empire colonial français. Il fait voter la loi-cadre Defferre du 23 juin 1956 qui modifie la Constitution. Elle dote les territoires d'une « personnalité » propre en créant des exécutifs locaux élus responsables devant les assemblées locales. Après la crise de Suez, la France et la Grande-Bretagne ne peuvent échapper à une accélération de la décolonisation[2].

En Algérie, Guy Mollet décide une répression farouche des mouvements insurrectionnels. Sur le terrain, les militaires gagnent la bataille d'Alger en 1957 en utilisant la torture. La prolongation de cette guerre sur un territoire loin de la métropole suscite une réaction de l'opinion publique française. La guerre en Indochine avait nécessité surtout le recours à des soldats de la légion étrangère. En revanche, Guy Mollet procède à la mobilisation des soldats appelés, il maintient dix-huit mois sous les drapeaux les militaires du contingent et procède au rappel de deux contingents de la disponibilité. En 1956, 400 000 hommes sont présents en Algérie. L'attitude intransigeante de la France en Algérie entraîne son isolement sur le plan international, notamment après le bombardement du village tunisien de Sakhiet-sidi-Youssef en 1958 par les militaires français qui visaient un camp d'entraînement du FLN ; à cette date, 800 000 hommes se trouvent en Algérie.

1. M. Larbi, *1954. La guerre commence en Algérie*, Bruxelles, Complexe, 1984.
2. M. Michel, *Décolonisation et émergence du Tiers Monde*, Paris, Hachette Supérieur, 1993.

C) *La France, pilier de la construction européenne.* — Après l'échec de la CED, les pro-Européens se réunissent lors de la conférence de Messine en 1955, afin de relancer la construction européenne.

Les traités de Rome instaurant la CEE (Communauté économique européenne) et l'Euratom (Europe atomique) sont signés en 1957, par les six pays partenaires : la France, l'Italie, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. En France, le gouvernement de Guy Mollet marque ainsi son attachement à la construction européenne. L'article 2 prévoit que « la communauté a pour mission, par l'établissement d'un Marché commun et par le rapprochement progressif des politiques économiques des États membres, de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de

vie et des relations plus étroites entre les États qu'elle réunit ».

Lors de la négociation des traités, la France montre son souhait de maintenir des liens avec ses possessions d'outre-mer, elle parvient à faire passer ces territoires dans l'union douanière. Le traité prévoit l'association à la CEE des territoires d'outre-mer et la possibilité pour les produits africains d'avoir un libre accès au marché commun comme les produits des Six aux marchés des pays africains. Il est prévu la création d'un Fonds européen de développement (FED) au bénéfice des pays associés.

Chapitre III

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A partir de 1880, la France est touchée par la seconde révolution industrielle qui va entraîner de nombreux bouleversements. Elle entraîne une mutation du paysage urbain et surtout l'apparition d'une classe ouvrière nombreuse. A la veille de la guerre, malgré la permanence d'un secteur agricole important, le niveau de vie des Français est comparable à celui des autres pays européens.

Les lendemains de guerre sont extrêmement difficiles. Meurtrie et ruinée, la France victorieuse est traumatisée. Elle doit s'adapter face à un environnement moral, économique et social différent de celui de l'avant-guerre ; les Français ont le sentiment qu'une époque est définitivement révolue.

La France va bénéficier d'une prospérité économique jusqu'en 1931 alors que le reste de l'Europe et du monde s'effondrent dans le marasme. Touchée plus tardivement, mais plus violemment par la crise, la France va rencontrer des difficultés afin de sortir de la crise.

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, après un pillage systématique, le pays sort exsangue. Toutefois, malgré une grande instabilité politique, des tensions internationales et une agitation dans ses colonies, la France de la IV[e] République s'engage résolument dans la voie de la modernisation. Elle connaît une prospérité économique avec une forte croissance et le

plein emploi tandis que le niveau de vie de ses citoyens ne cesse de s'élever.

Ainsi, longtemps considérée comme un pays archaïque et replié sur lui-même, la France est parvenue à s'adapter aux évolutions économiques et sociales. En 1957, elle intègre la CEE dont elle va devenir l'un des piliers.

I. — Industrialisation et mutations de la société (1870-1914)

1. La seconde révolution industrielle.

A) *De la première à la seconde révolution industrielle.* — La première révolution industrielle avait touché, dès 1780, l'Angleterre, la Belgique et la région rhénane. Elle se caractérise par l'utilisation d'une nouvelle source d'énergie, le charbon, et l'apparition de nombreuses innovations techniques. En 1870, le Royaume-Uni est la première puissance mondiale avec 32 % de la production industrielle mondiale contre 23,3 % pour les États-Unis ; 13,2 % pour l'Allemagne et 10,3 % pour la France.

A partir de 1880, le nord-est des États-Unis et l'Angleterre connaissent la seconde révolution industrielle qui s'inscrit dans la continuité de la première. Cette seconde révolution industrielle se caractérise par l'usage de l'électricité, la production de l'acier, puis un peu plus tard l'utilisation du pétrole. Elle entraîne une production industrielle plus importante et une forte concentration des entreprises qui sont présentes sur plusieurs continents où elles se livrent à une forte concurrence dans la conquête des marchés économiques.

Dès 1880, la seconde révolution industrielle modifie la situation économique mondiale. Les États-Unis

occupent désormais le premier rang mondial avec 28,6 % de la production industrielle mondiale tandis que le Royaume-Uni est au second rang avec 26,6 %, contre 13,9 % pour l'Allemagne, pendant que la France avec 8,6 % perd une partie de sa suprématie.

Les progrès de la science au cours du XIXe siècle avec les grandes découvertes répandent largement l'opinion que la raison humaine, grâce à la science, permettra à l'homme de mieux vivre dans un monde qui tend vers le progrès. E. Renan, dans un ouvrage rédigé en 1848 et publié en 1890, intitulé *L'Avenir de la science,* affirme : « Il ne faut jamais s'effrayer de la marche de la science, puisqu'il est sûr qu'elle ne mènera qu'à découvrir d'incomparables beautés. » La confiance dans les progrès indéfinis de la science est exprimée dans les romans visionnaires de Jules Verne.

B) *Croissance et crises.* — Entre 1873 et 1913, la croissance économique n'a pas été très soutenue. Entre ces deux dates, le taux annuel de croissance du PNB a été de 1,6 % en France contre 4,3 % aux États-Unis et 2,9 % en Allemagne. Cette croissance modérée n'a pas été continue, elle s'est accompagnée de phases de récession. Ainsi, entre 1873 et 1895, l'économie mondiale va traverser une période de « grande dépression » qui ne va pas épargner la France, qui va connaître quelques faillites, tandis que l'investissement dans une période mouvementée va connaître un ralentissement sensible. Après cette période de récession, à partir de la fin du siècle, la France voit le retour de la croissance économique.

Dans le même temps, la France connaît une industrialisation rapide : en 1890, l'industrie représente 32 % de la production économique, 37,5 % en 1910 et 43,8 % en 1930. La structure de l'emploi connaît une évolution similaire puisque l'emploi dans l'industrie

représente 28,8 % en 1890 ; 32,5 % en 1910 et 37,5 % en 1930.

2. **Les effets de l'industrialisation.**

A) *L'urbanisation.* — L'industrialisation va profondément marquer le paysage urbain. La concentration des populations dans les villes entraîne un gonflement des agglomérations que Rimbaud décrit dans les *Illuminations* lorsqu'il parle de « villes tentaculaires ».

Le taux d'urbanisation qui était de l'ordre de 31 % en 1870 s'élève à 44 % en 1910, ce qui représente 28,8 % de la population totale française. On assiste dans le nord et l'est de la France à l'essor de villes industrielles qui se spécialisent dans la sidérurgie, l'extraction minière ou encore dans le textile (Roubaix, Lens, Denain, Lille...). A la veille de la guerre, la France comptait 15 villes de plus de 100 000 habitants.

L'agglomération parisienne avec 4 millions d'habitants en 1910 est l'une des villes les plus peuplées d'Europe (Londres compte 7,3 millions d'habitants). La croissance de Paris et de sa banlieue pose des problèmes d'urbanismes importants. En 1897, est lancée l'opération qui porte tout de suite le nom de Métropolitain. Le projet de l'ingénieur Fulgence Bienvenüe est adoptée le 9 juillet 1897 par le conseil municipal et déclaré d'utilité publique par le Parlement le 28 mars 1898. La France républicaine entend achever les travaux pour l'Exposition universelle de 1900 qui se tient dans la capitale. Le premier métropolitain circule le 19 juillet 1900 entre les portes Maillot et de Vincennes (avec trois mois de retard). A la veille de la première guerre, huit lignes desservent tout Paris et transportent environ 230 millions de passagers par an[1].

1. J. Favier, *Paris, deux mille ans d'histoire*, Paris, Fayard, 1997.

B) *Bourgeoisie et essor des classes moyennes.* — L'âge industriel voit l'essor d'un milieu social hétérogène, celui de la bourgeoisie qui regroupe, vers 1900, 5 à 6 millions de personnes. Au sommet, se trouve une bourgeoisie de banquiers et d'industriels. Elle dispose du pouvoir économique et occupe les hautes fonctions de l'État.

Au-dessous, la moyenne et la petite bourgeoisie connaissent une augmentation de leurs effectifs grâce à l'industrialisation. Dès 1869, dans le discours de Belleville, Gambetta décrivait ces catégories sous le nom de « couches nouvelles ». On trouve, dans la moyenne bourgeoisie, des avocats, des notaires, des médecins... Ce groupe bénéficie de la prospérité économique et impose son style de vie.

Le groupe le plus important numériquement est celui de la petite bourgeoisie qui regroupe les petits commerçants, les fonctionnaires dont les effectifs connaissent une forte croissance, les employés, les artisans. On estime qu'elle est passée de 1 176 140 personnes en 1852 à 1 477 851 en 1900. Ces derniers sont souvent proches des couches populaires.

Cette classe moyenne aspire à la promotion sociale par l'école, le travail et l'épargne. Elle constitue la clientèle du Parti radical.

Origine sociale (%) des députés français lors des élections de	*1871*	*1893*	*1919*
Noblesse	34	23	10
Haute bourgeoisie	36	32	30
Bourgeoisie moyenne	19	30	35
Petite bourgeoisie	8	10	15
Classe ouvrière	3	5	10

C) *Croissance et organisation du monde ouvrier.* — La révolution industrielle entraîne l'apparition d'une classe ouvrière nombreuse. En 1914, les ouvriers représentent 30 % de la population active française.

Le roman social et notamment les ouvrages d'Émile Zola ont décrit avec un certain réalisme les conditions de vie très difficiles des ouvriers : exiguïté des logements, alcoolisme, absence de protection sociale, analphabétisme, faibles salaires, maladies, chômage... On estime qu'à Paris, en 1906, 62 % du budget ouvrier concerne la nourriture, 15,8 % le logement.

A partir de la fin du XIXe siècle, le monde ouvrier commence à s'organiser. Il profite de l'installation définitive de la République afin de faire part de ses revendications. La loi Waldeck-Rousseau de 1884 va reconnaître l'existence des organisations ouvrières qui vont se constituer autour de deux pôles : les Bourses du travail, qui rassemblent les syndicats sur le plan local, elles sont animées par Fernand Pelloutier ; les fédérations nationales[1].

Entre le 23 et 28 septembre 1895, est créée à Limoges la Confédération générale du travail (CGT) qui va regrouper progressivement, sous l'impulsion de Victor Griffuelhes, la majorité des syndicats, puis des Bourses du travail.

Entre 1902 et 1906, la CGT lance trois grandes batailles : contre l'armée, contre les bureaux de placement, pour la journée de huit heures. Après une campagne active de la CGT, le président du Conseil, Émile Combes, met un terme aux bureaux de placement.

Lors du Congrès d'Amiens en octobre 1906, la CGT adopte la charte d'Amiens qui reconnaît la lutte des

1. M. Launay, *Le syndicalisme en Europe*, Paris, Imprimerie Nationale, 1990.

classes et définit les objectifs du syndicalisme. La grève générale est une arme afin de faire entendre les revendications de la classe ouvrière. Alors que la SFIO est en pleine composition, la CGT rappelle que le syndicat est apolitique et qu'il ne saurait y avoir la moindre collusion entre le monde politique et le syndicat.

Entre 1906 et 1914, la CGT est présente sur le terrain. Les 1er mai seront un moment fort de revendications où, parfois, les dirigeants politiques n'hésitent pas à faire arrêter les responsables syndicaux afin de prévenir les désordres sur la voie publique. Le 1er mai 1908, des affrontements avec la police éclatent à Villeneuve-Saint-Georges, on déplore sept morts parmi les manifestants.

Sous le poids des revendications de la CGT, la législation sociale évolue vers une meilleure protection des travailleurs. En 1889, c'est la création de l'Inspection du travail ; en 1893, l'abolition du livret ouvrier créé par Napoléon ; en 1898, la loi sur les accidents du travail prévoit que le chef d'entreprise doit une indemnité aux travailleurs victimes d'un accident de travail dès que l'arrêt de travail dépasse quatre jours ; en 1906, le premier ministère du Travail et de la Prévoyance sociale est confié à René Viviani, tandis que la loi de 1906 impose le repos hebdomadaire. On assiste dans le même temps à une limitation de la journée de travail[1] à dix heures en 1900. A la veille de la guerre, la CGT est un syndicat puissant qui compte 1 million d'adhérents.

1. Textes et documents pour la classe (TDC), *Usines et ateliers au XIXe siècle. Les deux vecteurs de l'aventure industrielle*, n° 736, CNDP, 1997.

3. La société française à la veille de la guerre.

A) *La situation démographique.* — La croissance de la population française à la fin du siècle se ralentit. Entre 1882 et 1901, la population française augmentait en moyenne de 75 000 personnes par an, elle n'augmente plus que de 50 000 personnes par an entre 1901 et 1911. On assiste à une baisse significative du taux de natalité qui passe de 22 ‰ en 1900 à 18 ‰ en 1914. Ainsi, entre 1872 et 1913, la France est le pays qui a la plus faible croissance en Europe. Dans le même temps, on assiste à une baisse de la mortalité ; entre 1900 et 1910, le taux de mortalité passe de 21 ‰ à 16 ‰. Ce recul s'explique par le développement de l'hygiène et par une vaste campagne de vaccination qui permet avec les découvertes scientifiques d'éradiquer de nombreuses maladies, même si la tuberculose, l'alcoolisme, le saturnisme font des ravages au sein de la classe ouvrière. La France connaît donc à la veille de la guerre une stagnation sur le plan démographique, sa population s'élève à 39,6 millions d'habitants. La perte de l'Alsace et de la Lorraine n'est pas compensée par un dynamisme démographique.

B) *Le poids du monde rural.* — A la veille du conflit, l'agriculture française se caractérise à la fois par des signes de modernisme, mais aussi par la permanence d'archaïsmes profonds. Le progrès technique et notamment l'utilisation d'engrais chimiques dans les grandes propriétés permettent une hausse des rendements. La consommation d'engrais est multipliée par six entre 1886 et 1913, et le rendement moyen du blé passe de 10,5 à 14 q ; à cette même date, il était de 34 q au Danemark.

Toutefois, les changements dans le milieu agricole semblent extrêmement lents avant la première guerre.

Malgré un exode rural avant 1914, le monde agricole demeure majoritaire ; 56 % des Français vivent en 1911 dans des agglomérations de moins de 2 000 habitants. En 1872, la population rurale s'élève à 24,8 millions ; en 1901, elle est de 23 millions et de 22 millions en 1914.

Dans les campagnes, la petite et la moyenne propriété inférieure à 10 ha dominent, notamment au sud de la Loire. En 1913, 86 % des exploitations ont une superficie inférieure à 10 ha, ce qui correspond à 25 % de la superficie totale. En revanche, les exploitations de plus de 40 ha représentent, en 1913, 2 % des exploitations et 45 % de la superficie totale. La grande majorité du monde rural connaît des conditions de vie proches de celles des ouvriers : dureté des travaux, précarité de l'habitat, manque d'hygiène, endettement, sous-alimentation... On trouve la plus forte proportion d'illettrés dans les milieux ruraux. En 1911, 16 % des patrons paysans et 21 % de leurs épouses sont illettrés.

II. — Une adaptation difficile (1914-1945)

1. Le bilan de la guerre.

A) *L'intervention de l'État.* — A partir du moment où le conflit se prolonge, les États des pays belligérants vont intervenir dans la vie économique et sociale du pays. Le développement d'une industrie de guerre est la principale préoccupation des gouvernements. En France, au printemps 1915, Albert Thomas est nommé sous-secrétaire d'État chargé de l'artillerie et de l'équipement militaire auprès du ministre de la Guerre. Il intervient afin de répartir les matières premières et les commandes militaires, mais aussi pour

imposer le rationnement. Le commerce extérieur est étroitement surveillé tandis que les flottes marchandes sont réquisitionnées. Afin d'assurer les fabrications nécessaires à la poursuite de la guerre, l'État devient un véritable « chef d'entreprise ». Il doit se préoccuper de la main-d'œuvre ; ainsi, les ouvriers métallurgistes sont rappelés du front pour travailler dans les usines, tandis que l'État accorde les crédits aux industriels à qui il passe commande. Il fixe les prix, surveille les salaires et impose les conditions de travail... Dès le 5 août 1914, le gouvernement a décrété le cours forcé du franc.

Le gouvernement contrôle activement l'information en censurant les journaux ; en surveillant les lettres, surtout celles des soldats, et intensifie la propagande. Les opérations militaires sont peu abordées afin d'éviter que des nouvelles alarmantes puissent déstabiliser l' « arrière ». Le « bourrage de crâne » escamote les mauvaises nouvelles, étale les « crimes » de l'ennemi, utilise tous les moyens d'expression, livre, presse, chanson... Ainsi, on peut lire, dans *Le Petit Parisien* du 22 mai 1915 qui cite la lettre d'un soldat : « A part cinq minutes par mois, le danger est très minime, même dans les situations critiques. Je ne sais comment je me passerai de cette vie quand la guerre sera finie. Les blessures ou la mort... c'est l'exception. » En 1915, Maurice Maréchal fonde *Le Canard enchaîné* qui refuse avec deux autres journaux, *L'Œuvre* de G. Téry et *Le Crapouillot* de Galtier-Boissière, de tomber dans ce conformisme ; ils entendent rester « propres et libres ».

En raison de besoins financiers croissants afin d'assurer la poursuite de la guerre, le ministre des Finances Ribot fait appel à une souscription nationale. Le gouvernement lance une vaste campagne d'affiches nationalistes qui exaltent la défense de la



Le soldat français veille sur Marianne endormie, gravure de Lamort, 1915, © BDIC.

patrie et mettent en avant le sacrifice des poilus sur le front.

A l'arrière, restrictions et vie chère s'abattent sur les civils. En France, entre le troisième trimestre de 1914 et 1919, la hausse des prix est de l'ordre de 248 %.

B) *La situation matérielle et financière.* — Les pertes matérielles sont considérables, notamment pour les régions du nord et de l'est de la France où se sont déroulées les grandes offensives. La France compte près de 700 000 maisons détruites ou endommagées, 3 millions d'hectares de terre cultivables sont hors d'état. Certaines villes comme Reims, Verdun, Lens, Château-Thierry... ne sont plus que des ruines. L'infrastructure ferroviaire, les routes, les ponts et les voies d'eau sont inutilisables. Lors de leur retraite, les Allemands ont inondé les mines du Nord et de l'Est, ce qui, au lendemain de la guerre, a réduit de près de 60 % la production de minerai de fer et à presque rien celle de charbon. La récolte de blé tombe de 89 à 63 millions de quintaux entre 1914 et 1919 tandis que la production industrielle atteint, en 1919, 35 % de celle de 1914.

La situation financière au sortir de la guerre est difficile pour la France qui, comme tous les autres belligérants, a mobilisé toutes ses énergies dans la poursuite du conflit. Elle sort à l'issue de la guerre doublement endettée. Elle a une dette extérieure de 51 milliards de francs à l'égard des États-Unis et du Royaume-Uni dont 90 % libellés en dollars[1]. La France a aussi une dette à l'égard de sa population qui a largement participé à l'effort de guerre. La dette publique est multipliée par 6,5 par rapport à celle de 1914, elle est passée de 33,5 milliards à 219 milliards de francs-or.

1. A. Broder, *Histoire économique de la France au XXe siècle (1914-1997)*, Paris, Ophrys, 1998.

En 1919, le volume de papier-monnaie en circulation dépasse largement ce que permet l'encaisse de la Banque de France. Le déséquilibre entre l'insuffisance de la production et une demande intérieure soutenue de la part de la population entraîne un désordre monétaire jusque-là méconnu. Pour la première fois depuis 1793, la France va connaître une forte inflation que les Français découvrent à partir de 1920. Le franc germinal, qui depuis la loi de germinal an XI (1803) est resté stable, connaît une forte dépréciation tandis que le gouvernement met un terme à la convertibilité de la monnaie. En décembre 1919, le franc a perdu 50 % de sa valeur par rapport au dollar. Cette forte inflation va grignoter les bas de laine des petits épargnants, mais aussi avoir une conséquence sur le niveau de vie des salariés, notamment de la classe ouvrière et de la classe moyenne dont la hausse des salaires ne suit pas l'inflation.

C) *Bouleversements sociaux et crise de civilisation.* — Certains groupes sociaux ont largement profité de la guerre, notamment les banquiers, les commerçants, les gros fermiers, mais aussi de nombreux industriels comme Renault qui a fourni des chars, Boussac des toiles d'avion, Schneider des pièces d'artillerie... Les « nouveaux riches » dont la fortune s'est faite lors de la guerre affichent une opulence qui est très mal vécue par une population que le conflit a traumatisée. L'opinion publique a le sentiment que cet enrichissement s'est réalisé sur le dos des soldats. Ainsi, tout « fournisseur de guerre » apparaît comme un « profiteur de guerre ».

La guerre a donné aux femmes une place nouvelle dans la société. Durant le conflit, elles ont assuré la

relève économique en travaillant dans les usines. On assiste à une évolution des mœurs avec l'apparition d'un nouveau type de femme aux cheveux et vêtements courts. Victor Margueritte, militaire de carrière, publie en 1922 un roman intitulé *La Garçonne* où il présente une femme émancipée qui refuse le poids des conventions. Cependant, malgré un vote favorable de la Chambre des députés en 1919 afin d'accorder le droit de vote aux femmes, le Sénat s'oppose à cette loi. La guerre ne donne pas à la Française le statut de citoyenne à part entière.

Sur le plan moral, on assiste à l'apparition d'une génération sacrifiée. Il n'y a pas une famille en France qui n'ait été touchée par la guerre avec la mort d'un époux, d'un fils, d'un oncle, d'un frère... Dans son roman publié en 1945 intitulé *Aurélien,* Aragon décrit le désarroi d'un jeune démobilisé et les difficultés qu'il rencontre afin de se réinsérer dans la société : « Il ne s'était jamais remis tout à fait de la guerre. Elle l'avait pris avant qu'il eût vécu. Il était de cette classe qui avait fait trois ans, et qui se sentait libérable quand survint août 1914. Près de huit ans sous les drapeaux... Il n'avait ni aimé, ni vécu. Il n'était pas mort, c'était déjà quelque chose... »

La guerre a entraîné une véritable crise de civilisation ; Paul Valéry écrit : « Nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles... » Les grandes tueries de la guerre ont montré que l'homme pouvait faire montre d'une grande barbarie. La vision d'un homme qui avance irrésistiblement vers le progrès est battue en brèche, notamment dans les milieux intellectuels.

Le mouvement surréaliste d'André Breton publie en 1924 *Le manifeste du surréalisme.* On y trouve la définition suivante : « *Surréalisme,* n.m. Automatisme psychique par lequel on se propose d'exprimer soit

verbalement, soit par écrit, soit de toute autre manière, le fonctionnement réel de la pensée. Dictée de la pensée, en dehors de tout contrôle exercé par la raison, en dehors de toute préoccupation esthétique ou morale. » Influencés par les écrits de Freud, les surréalistes se situent hors des tabous et de toute contrainte morale ou culturelle. Les écrivains et artistes surréalistes se veulent révolutionnaires. Ils sollicitent l'inconscient par l' « écriture automatique », les associations de mots. Les artistes utilisent le dessin automatique et les collages. Ils n'hésitent pas à semer le désordre lors des premières de spectacles. Au moment de l'Exposition coloniale de 1931, les surréalistes diffusent un tract signé par A. Breton, P. Éluard, R. Char, L. Aragon... afin de dénoncer les méfaits du colonialisme. Ils écrivent : « Il s'agit de donner aux citoyens de la métropole la conscience de propriétaires qu'il leur faudra pour entendre sans broncher l'écho des fusillades lointaines... »

Dans le même temps, une partie de la population française croit pouvoir renouer avec le « bon vieux temps » des années 1900 que l'on idéalise sous le nom de « Belle Époque ». Ces années folles voient l'arrivée du fox-trot puis du charleston. Dans les soirées parisiennes on découvre le jazz. Grâce au développement de la radio, le music-hall avec Mistinguett, Maurice Chevalier... fait son entrée dans les foyers. En 1925, la revue nègre présente, au théâtre des Champs-Élysées, Joséphine Baker, une danseuse noire qui se présente dénudée et plumée en dansant le charleston sur une musique de Sydney Bechet.

2. La prospérité et ses limites.

A) *Les désordres financiers.* — Jusqu'en 1926, la France va se trouver confrontée à une violente crise financière. Elle est due aux fortes dépenses engen-

drées par la guerre et par la reconstruction qui ont provoqué une augmentation du déficit budgétaire ainsi qu'une inflation importante. La France compte sur les réparations allemandes afin de s'acquitter de ses dettes.

La situation financière du pays dépend fortement de la confiance des détenteurs de bons du Trésor à court terme qui représentent la moitié du total de la dette intérieure. Ces détenteurs sont sensibles aux évolutions politiques et sociales. Ils peuvent mettre le gouvernement en difficulté en demandant le remboursement de leur emprunt. L'occupation de la Ruhr en 1923, par les armées franco-allemandes, entraîne une spéculation internationale qui va provoquer la chute du franc et contraindre Poincaré, à quelques semaines des élections, à solliciter une aide internationale, mais aussi à augmenter de 20 % les impôts directs.

Le Cartel des gauches arrive au pouvoir en 1924 sans un véritable programme économique. Les socialistes sont favorables à la création d'un impôt sur le capital tandis que les radicaux, plutôt libéraux, sont hostiles à toute mesure coercitive qui menacerait la confiance. Au début de 1925, la crise financière va s'aggraver avec un important déficit budgétaire. Inquiet par la politique menée par le Cartel des gauches, le public refuse de souscrire aux emprunts d'État, et de nombreux détenteurs demandent le remboursement des bons du Trésor. Le gouvernement doit faire appel aux avances de la Banque de France, dépassant ainsi le « plafond » légal de circulation monétaire. Herriot mis en minorité au Sénat doit démissionner le 10 avril 1925. En juillet 1926, l'hostilité des milieux d'affaires au Cartel des gauches est confirmée. Le rappel d'Herriot à la tête du gouvernement provoque une panique financière. Le franc

s'effondre tandis que les épargnants demandent le remboursement des bons du Trésor.

Après cet échec Poincaré, qui bénéficie de la confiance des milieux d'affaires, revient au pouvoir à la tête d'un gouvernement d'union nationale. Sa seule présence suffit à ramener la confiance. En trois jours, le cours de la livre baisse de 18 % sans qu'aucune mesure n'ait été prise. Disposant de pleins pouvoirs financiers, il va opérer un redressement spectaculaire. Il prend des mesures techniques afin de résorber la crise financière. L'État réalise des économies, augmente les impôts indirects et rétablit la confiance des petits porteurs en créant une caisse d'amortissement, dotée de ressources propres, pour gérer la dette. En 1926, le franc est stabilisé et, pour la première fois depuis 1914, le budget est en équilibre. La loi du 25 juin 1928 fixe à 65,5 mg d'or la nouvelle valeur du franc, ce qui représente une dévaluation de 80 % par rapport à sa valeur de 1913. Afin de marquer le retour à l'étalon-or, on supprime en principe le cours forcé des billets, mais en autorisant l'échange de ces billets uniquement contre des lingots d'une valeur d'au moins 215 000 F. Cette monnaie dépréciée va doper les exportations françaises.

B) *La prospérité des années 20.* — La France connaît au cours des années 20 une période de prospérité avec une véritable croissance. Entre 1920 et 1930, le revenu national augmente de 60 %, tandis que la production industrielle double en une décennie à raison d'une croissance annuelle de 10 %. Cette croissance est soutenue aussi grâce à des investissements importants qui permettent une modernisation du tissu industriel. La productivité du travail en France entre 1913 et 1929 progresse en moyenne de 1,9 % par an, elle est la plus importante des pays

industrialisés (1,4 % par an aux États-Unis et 0,9 % par an au Royaume-Uni).

La conséquence directe de cette croissance soutenue est un enrichissement du pays qui va gagner des parts de marché à l'exportation grâce à une monnaie sous-évaluée. Les exportations en volume connaissent une croissance supérieure à 50 % entre 1920 et 1930, ce qui permet à la France d'avoir une balance commerciale équilibrée. Le stock d'or de la Banque de France s'accroît, passant de 29 à 55 milliards de francs de mai 1929 à mai 1931.

Malgré des signes apparents de croissance, cette prospérité semble fragile. Le marché national trop étriqué ne permet pas aux grandes entreprises nationales de pouvoir disposer d'un marché intérieur qui permet de soutenir une forte demande. Malgré la modernisation de quelques grands groupes tournés résolument vers les marchés extérieurs, il existe encore de nombreuses entreprises archaïques. Les entreprises industrielles et commerciales sont de faible taille ; on y trouve une masse de petits artisans et commerçants attachés à leur indépendance mais peu dynamiques sur le plan économique.

C) *La situation sociale.* — La guerre a aggravé le problème démographique. En 1921, la population française est moins nombreuse qu'en 1914, elle s'élève à 39 200 000 habitants malgré le retour de l'Alsace-Lorraine, alors qu'à la veille de la guerre la France comptait 39 600 000 habitants. Aux soldats morts lors du conflit, il faut ajouter la surmortalité civile liée à la grippe espagnole et surtout la chute des naissances des années 1914-1918. Ces pertes humaines de la guerre préparent les « classes creuses » des années 30.

Cette dénatalité va se poursuivre après la guerre. En 1914, le nombre de naissances par an s'élevait à 830 000 ; après la guerre, elles ne sont plus que de 770 000 en moyenne entre 1921 et 1926. Cette baisse de la natalité s'explique par un comportement malthusien qui affecte la France. Traumatisés par le conflit, les Français limitent leur démographie, ils sont persuadés que leurs enfants seront utilisés comme de la « chair à canon ». En 1920, le taux de natalité s'élève à 21 ‰, il est le plus faible d'Europe, alors qu'à la même date le taux de natalité en Allemagne est de 26 ‰ et de 31 ‰ en Italie. Le gouvernement du Bloc national tente d'enrayer la dénatalité en faisant voter la loi de 1920 qui punit sévèrement l'avortement et interdit toute publicité en faveur de la contraception.

La conséquence de ce malthusianisme est un vieillissement de la population française qui augmente uniquement grâce à l'apport de l'immigration d'origine espagnole, italienne, belge et polonaise.

3. La France dans la crise.

A) *Une crise tardive mais violente.* — A partir de 1931, la France est touchée de plein fouet par la crise économique qui se manifeste entre 1930 et 1935 par la chute d'un tiers de la production industrielle. Elle touche en priorité les industries obsolètes comme le textile, le fer ou le charbon tandis que les secteurs modernes comme l'automobile, les industries chimiques résistent mieux à la crise. L'agriculture subit de plein fouet la crise avec un effondrement du cours des produits agricoles. Entre 1931 et 1936, le cours du blé connaît une chute de 50 % et la France compte de nombreux excédents agricoles.

La dépréciation générale des monnaies, dont la dévaluation de la livre sterling en 1931, fait entrer la France dans la crise. La France se trouve donc dans l'impossibilité d'exporter ses excédents en raison de la

fermeture des frontières, mais aussi parce que ses prix sont surévalués par rapport à ceux de ses concurrents. Dès 1931, le budget de l'État accuse un déficit.

L'archaïsme des structures économiques apparaît pour de nombreux économistes comme un obstacle à la reprise. Alors que de nombreux pays redressent leur situation économique vers 1935, la France s'effondre dans la crise.

Face à la crise, les gouvernements sont incapables d'apporter une réponse appropriée. Ils refusent de dévaluer la monnaie afin de mettre un terme à la surévaluation des prix français. Le gouvernement Laval mène une politique de déflation en réduisant les dépenses de l'État et en diminuant de 10 % les traitements des fonctionnaires. Une telle politique n'a d'autres effets que d'aggraver la crise en comprimant la demande intérieure.

B) *Les répercussions de la crise.* — Sur le plan social, la crise se manifeste par une baisse du revenu disponible de 12 à 30 % selon les catégories sociales tandis que les prix baissent de 20 % en moyenne. En 1931, le nombre de faillites augmente de 60 %. Le chômage va doubler entre 1930 et 1935, passant de 240 000 à 500 000 personnes indemnisées. Les premiers touchés par la crise sont les membres de la classe moyenne, agriculteurs, petits commerçants et industriels dont les revenus ont chuté respectivement de 59 % et de 46 %. Les fonctionnaires protestent de leur baisse de revenus tandis que les ouvriers des usines traditionnelles sont directement touchés par le chômage. Il frappe en priorité les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les personnes peu qualifiées et les immigrés qui sont victimes d'un rejet très fort. On estime que 500 000 immigrés furent déplacés ou reconduits aux frontières.

D'après l'historien J. Marseille[1], sur le plan économique alors que les échanges commerciaux se rétractent avec une chute des exportations de 82 %, on assiste en France à un véritable repli colonial. Alors qu'en 1913, l'empire colonial représentait à peine 10 % du commerce extérieur de la métropole, entre 1922 et 1930, les échanges avec les colonies vont se développer. En 1928, l'empire colonial devient le premier fournisseur de la France. Au cours des années 30, les importations en provenance des colonies ont connu une croissance annuelle de 5,3 % en moyenne de 1930 à 1938. Pendant la crise, l'empire apparaît comme un débouché, notamment pour les industries déclinantes. Ainsi, les colonies deviennent la « béquille » d'un capitalisme concurrentiel qui se heurte au problème des débouchés.

C) *La politique économique du Front populaire.* — Dans un contexte de crise économique, la victoire du Front populaire suscite un véritable espoir. Influencé par les idées de l'économiste Keynes, Léon Blum entend rompre avec la politique déflationniste de ses prédécesseurs. Il se montre favorable à une relance par la consommation en donnant du pouvoir d'achat aux Français afin de stimuler la demande intérieure.

Dans le domaine agricole où les manifestations de la crise sont dramatiques, Léon Blum crée l'ONIB (Office interprofessionnel du blé) en août 1936. Celui-ci dispose du monopole de l'achat, de l'importation du blé et de sa vente aux transformateurs. Les effets de cette politique sont rapides avec une hausse du cours du blé.

1. J. Marseille, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Le Seuil, « Points », 1984.

Dès ses débuts, le gouvernement avait marqué sa résolution d'assurer la défense de la monnaie. En août 1936, le gouvernement doit faire face à une hausse des prix qui annule l'augmentation des salaires accordés lors des accords Matignon. La surévaluation du franc handicape lourdement les exportations. Le déficit commercial, qui était de 5 milliards de francs en 1935, s'élève à 7 milliards en 1936 et à 9 milliards en 1937. Le gouvernement doit faire face à une fuite des capitaux et à une diminution des réserves d'or. Le 1er octobre 1936, Vincent Auriol, ministre des Finances, procède à une dévaluation du franc, de 30 %. Face à une situation économique et sociale difficile, Blum décrète le 13 janvier la « pause » dans les réformes. Le 10 avril 1938, E. Daladier arrive au pouvoir, il procède à une nouvelle dévaluation du franc et limite la portée des accords Matignon.

En 1938, le niveau de l'activité économique était au-dessous de celui de 1929.

III. — Vers l'ère des masses (1945-1958)

1. Une volonté de reconstruction.

A) *La France au sortir de la guerre.* — A partir de 1940, la France est occupée par l'Allemagne nazie. Cette dernière se livre à un pillage systématique de la France qui a mis au service de l'effort de guerre allemand ses richesses. Les Français connaissent le rationnement tandis que le marché noir se développe. Le franc est dévalué d'autorité de 50 %. Les frais d'occupation sont fixés à 300 millions de francs par jour puis, à partir de l'invasion de la zone sud en 1942, à 500 millions par jour et finalement à 700 millions par jour en juin 1944. Vichy

s'acquitte scrupuleusement de ces sommes jusqu'au 12 août 1944.

La libération du territoire s'accompagne de nombreuses destructions liées aux combats, aux bombardements alliés, mais aussi aux sabotages de la Résistance. En 1945, la production agricole et industrielle s'effondre en raison de la pénurie de matières premières, d'engrais, de main-d'œuvre et par la désorganisation des moyens de communication. En 1945, le revenu national représente à peine plus de 40 % de celui d'avant-guerre. A la fin de 1945, l'endettement public atteint 1 874 milliards. Les prix à la consommation sont multipliés par quatre tandis que le franc est totalement déprécié. Au total, on estime que la guerre a coûté 1 100 milliards de francs ; de 1939 à 1944, les déficits budgétaires cumulés s'élèvent à 460 milliards de francs.

En 1947, le pouvoir d'achat des salariés est à peine supérieur à la moitié de son niveau d'avant-guerre. Le rationnement se poursuit jusqu'en 1949.

B) *Les grandes réformes économiques et sociales.* — Dès mars 1944, le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) avait envisagé de prendre un certain nombre de réformes de structure afin d'instaurer « une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ». L'État devait être l'artisan de cette démocratie économique et sociale. Ce programme précise qu'il fallait organiser « le retour à la nation de tous les grands moyens de production monopolisés, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des banques ». Fidèle à ce programme, la constitution de 1946 reconnaît au citoyen des droits économiques et sociaux.

Les nationalisations de Renault et de Gnôme et Rhône apparaissent comme une sanction pour fait de collaboration avec l'Allemagne. Les principales nationalisations concernent différents domaines de la vie économique :

— Charbonnages : décembre 1944 ;
— Renault : janvier 1945 ;
— Usines d'avions Gnôme et Rhône : mai 1945 ;
— Transports aériens : juin 1945 ;
— Banque de France et les quatre principales banques de dépôt : décembre 1945 ;
— Assurances : avril 1946 ;
— Compagnie du gaz et de l'électricité : avril 1946.

Après cette vague de nationalisations sans précédent, l'État s'assure le contrôle des secteurs fondamentaux de l'économie. Il est désormais le premier employeur de France avec 1,2 million de salariés, soit le dixième de la population active salariée. Fidèle au programme du CNR, de Gaulle crée la Sécurité sociale en octobre 1945 afin de permettre l'accès de tous les Français aux soins. Afin de développer une technologie nationale indépendante des États-Unis, en octobre 1945, de Gaulle crée le Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

C) *La planification à la française.* — L'idée d'un plan, proposée par Pierre Mendès France en novembre 1944, différée par René Pleven, s'impose en 1946, lorsqu'il apparaît clairement que les problèmes d'approvisionnement et de financement ne peuvent se résoudre autrement.

Selon Jean Monnet, la planification doit être indicative, elle a pour objectif principal de réaliser la modernisation de l'économie française ainsi que d'associer « les syndicats, les industriels, l'administration... à un plan d'équipement et de modernisation »[1].

Sous l'impulsion de Jean Monnet est créé en janvier 1946 un Commissariat au plan qui a comme objectif de reconstruire les secteurs fondamentaux de l'économie. Le financement du plan est assuré par l'aide du plan Marshall qui a véritablement sauvé le plan Monnet. Dans une France en pleine reconstruction, ces plans fixent les priorités :

— 1947-1952 : premier plan (plan Monnet) : reconstruction, infrastructure, sidérurgie, transport, énergie (hydroélectricité, houille), matériel agricole ;
— 1953/1954-1957 : deuxième plan (plan Hirsch) : modernisation, concurrence (CECA), biens d'équipement, recherche, mise en place de la comptabilité nationale (Marczewski).

2. L'expansion économique.

A) *Une croissance économique soutenue.* — Au cours de ce que l'économiste Jean Fourastié a nommé les Trente Glorieuses, l'économie française progresse autant que durant tout le XIXe siècle. A partir de 1950, la croissance est forte et soutenue avec un taux annuel supérieur à 5 % alors qu'il avait été inférieur à 1 % par an de 1929 à 1950. Cette expansion concerne tous les secteurs d'activité.

L'agriculture connaît une certaine modernisation avec une hausse des rendements en liaison avec les progrès de la recherche agronomique et l'utilisation systématique d'engrais. Le remembrement des parcelles et la concentration des exploitations permettent

1. B. Cazes, L. Stoléru, *Dossiers et documents du Monde*, numéro spécial, *Croissance et crises, 1944-1996. Cinquante ans d'histoire économique*, Paris, 1996.

une modernisation des structures foncières. L'effort d'équipement des exploitations agricoles s'accélère avec un triplement du parc de tracteurs.

La sidérurgie, dopée par la création de la CECA en 1951, mais aussi les industries métalliques et métallurgique tout comme le bâtiment, deviennent des branches très dynamiques.

En 1950, la classe ouvrière connaît son apogée. En 1954, le nombre d'actifs employés dans l'industrie dépasse le nombre d'actifs employés dans l'agriculture. La classe ouvrière est principalement encadrée par la CGT, la CFTC puis la CGT-FO qui naît en 1948. Forte et homogène, la classe ouvrière a recours à la grève comme celles de 1947 et de 1953.

B) *Une consommation de masse.* — La croissance économique entraîne une hausse des revenus des Français, ce qui va contribuer à doper la demande de biens de consommation durables. La valeur de la consommation française a plus que doublé de 1950 à 1957. Le niveau de vie augmente de 4,5 % par an en moyenne. La progression rapide de la consommation s'accompagne d'importantes modifications dans les dépenses des ménages. L'alimentation connaît une faible augmentation dans le budget des ménages tandis que la consommation médicale connaît une forte croissance, avec une augmentation de 86 % de 1950 à 1957, soit près de 10 % par an.

L'automobile, jadis produit de luxe, devient accessible à un plus grand nombre de Français. La production automobile passe de 370 000 véhicules par an en 1952 à plus de 1 million en 1958. La 4 CV de Renault, présentée en octobre 1946 au salon de l'automobile, est produite à 1 100 000 exemplaires entre 1947 et 1961 et la 2 CV de Citroën créée en 1948 deviennent le symbole d'une promotion sociale. La

consommation des biens d'équipement (mobilier, appareils électroménagers...) augmente rapidement.

3. Les mutations de la société.

A) *Un regain démographique.* — Dès les années 30, l'État met en place une politique démographique. La loi du 11 mars 1932 instaure les allocations familiales pour les salariés et en 1939 pour toute la population active. En 1939, le gouvernement met en place un Code de la famille. Ces mesures natalistes furent reprises et amplifiées sous le régime de Vichy, dont la famille était l'un des piliers. L'avortement est sévèrement réprimé, le divorce est rendu plus difficile, le régime exalte la femme au foyer et instaure la fête des mères le 25 mai 1941. Dès 1942, les naissances retrouvent leur niveau d'avant-guerre. Au sortir de la guerre, la population française s'élève à 40,5 millions d'habitants.

Après la guerre, la France va connaître un renouveau démographique jusqu'en 1970 environ avec une croissance annuelle de la population de 0,86 %. En 1946, le nombre de naissances est de 844 000, ce qui représente une hausse de 30 % par rapport à la période 1935-1939. Cette forte natalité s'explique par une hausse de la fécondité. Pour la période 1946-1948, le nombre moyen d'enfants par femme est supérieur à trois puis ne redescendra pas au-dessous de 2,6 jusqu'en 1965. Dès ses débuts, la IVe République a mis en place une véritable politique familiale en instaurant, en 1945, l'allocation de salaire unique, l'allocation logement, le quotient familial qui prévoit un dégrèvement fiscal pour les familles nombreuses, des réductions pour les familles dans les transports... Dans le même temps, grâce à la généralisation de la Sécurité sociale, on assiste à un recul significatif de la mortalité, tandis que l'espérance de

vie des Français s'accroît et que la mortalité infantile chute brusquement.

B) *L'attitude des catholiques.* — Les catholiques se sont longtemps opposés à la République. Ils constituèrent la clientèle de l'Action française dès ses débuts. On assiste à une certaine inflexion avec une forte orientation vers le catholicisme social avec Albert de Mun et Patrice de La Tour du Pin qui fondèrent l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF) en 1886.

Pendant la première guerre mondiale, l'Union sacrée a permis un rapprochement de toutes les couches de la société. En 1919, Jules Zirnheld et Gaston Tessier fondent la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) qui n'exige pas une pratique religieuse de ses adhérents, mais une adhésion aux principes moraux du christianisme. Elle refuse la lutte des classes, se montre hostile au libéralisme et réclame un système d'assurances sociales.

Au cours des années 20 et 30, on assiste à l'essor des mouvements catholiques qui veulent restaurer la foi auprès de la jeunesse. En 1927, c'est la Fondation de la jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) ; en 1928, J. Aubert fonde la JOC féminine qui dénonce le libéralisme et entend dépasser l'esprit de l'ACJF. En 1935, la JOC comptait 25 % d'employés et 75 % d'ouvriers. En 1929, c'est la fondation de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) et en 1931 de la JEC féminine. Ce renouveau s'accompagne d'un essor de la presse chrétienne avec le journal *La Croix* (fondé en 1883) qui soutient la JOC, la fondation de la revue *Esprit* en 1932 par E. Mounier[1] qui affiche sa volonté d'apporter une réponse spirituelle à une crise de civilisation.

1. M. Winock, « *Esprit* ». *Des intellectuels dans la cité*, Paris, rééd., Le Seuil, « Points », 1996.

Des intellectuels catholiques comme E. Mounier ou encore F. Mauriac, P. Claudel, A. Gide... interviennent publiquement afin d'exprimer leurs opinions. Le 19 octobre 1936, F. Gay publie *Un manifeste pour la justice et la paix* signé par de nombreux intellectuels catholiques qui rappellent qu'il n'existe pas de race inférieure. Ce manifeste est une réponse au *Manifeste pour la défense de l'Occident* de Henri Massis qui estimait qu'en Éthiopie, l'Italie exerçait les droits de la puissance civilisatrice. En 1938, E. Mounier critique les accords de Munich en dénonçant les responsabilités de la bourgeoisie, il rédige, dans le numéro d'*Esprit* du 1er octobre 1938, un article intitulé « Lendemain d'une trahison ». Il écrit : « On ne comprendra rien au comportement de cette fraction de la bourgeoisie, si l'on ne l'entend murmurer à mi-voix : "Plutôt Hitler que Blum..." »

Pendant la guerre, une partie des catholiques va rejoindre les mouvements de résistance. En novembre 1941, le père Fessard rédige dans le premier numéro de *Cahiers de témoignage chrétiens* un article intitulé : « France, prends garde de perdre ton âme. » Dans le même temps, la hiérarchie du clergé va avoir une attitude ambiguë face au régime de Vichy, qui encourage les mouvements de jeunesse proches des milieux catholiques. Ainsi, en 1942, on estime que près de 700 000 jeunes gens et jeunes filles appartenaient aux mouvements spécialisés. En y ajoutant les scouts et les membres de diverses associations catholiques et protestantes, on avoisine le million, soit 15 % de la jeunesse française[1]. Après guerre, une partie des catholiques se tourne vers la politique en créant le MRP.

1. M. Cointet, *Histoire culturelle de la France « (1918-1959)*, Paris, SEDES, 1988.

En 1946, 90 % des Français sont baptisés et 37 % vont à la messe, la pratique religieuse individuelle et collective est importante. L'Église tente de se rapprocher de ses fidèles ; en 1945, dans un souci d'être au plus près des ouvriers, le clergé français met en place l'expérience des prêtres-ouvriers. Ces derniers s'engagent dans tous les mouvements sociaux et vivent au quotidien la vie des ouvriers. Le 28 mai 1952, lors de la venue à Paris du général Ridgway, en pleine guerre de Corée, le Parti communiste organise une manifestation contre « Ridgway la peste » accusé d'utiliser des armes chimiques. Cette manifestation va déboucher sur l'arrestation de deux prêtres-ouvriers. En 1953, le Saint-Siège demande l'arrêt de l'expérience des prêtres-ouvriers.

C) *L'essor des loisirs.* — La généralisation des congés payés et l'élévation du niveau de vie ont permis un réel essor des loisirs en France. La radio devient le principal média de masse avec les grandes stations publiques ; elle connaît son âge d'or. Le nombre de postes de radio est passé de 5,3 millions en 1946 à 10,5 millions en 1958. Les radios périphériques s'installent à l'extérieur du territoire national en raison du monopole d'émission exercé depuis 1945 par l'État. En 1955, Louis Merlin fonde Europe 1 qui veut être la radio d'un public jeune. Elle privilégie l'information et les émissions populaires où les auditeurs peuvent s'exprimer librement. En 1958, Radio-Luxembourg (future RTL) touche 14 millions d'auditeurs avec des émissions à succès comme le « Quitte ou double » de Zappy Max ou la « Famille Duraton »[1].

1. P. Goetschel, E. Loyer, *Histoire culturelle et intellectuelle de la France au XXe siècle,* Paris, Armand Colin, 1995.

Le cinéma connaît un formidable essor : au seuil des années 50, ce sont 380 millions de spectateurs par an qui se pressent devant les écrans. En 1954, Jacques Becker réalise *Touchez pas au Grisbi* qui rencontre un énorme succès ainsi que *Le Rouge et le Noir* de Claude Autant-Lara où se produit l'acteur Gérard Philipe qui bénéficie d'une grande popularité.

A partir de 1953, la généralisation du format de poche met le livre à la disposition d'un nouveau public tandis que la bande dessinée connaît une popularité croissante. L'État met en place une politique culturelle afin de démocratiser l'accès aux lieux de culture. A Paris, le TNP de Chaillot, confié à Jean Vilar en 1951, essaye d'attirer un public nouveau en baissant le prix des places et en créant un système d'abonnement, notamment avec les comités d'entreprise. Il entend faire du théâtre un « service public » ; il affirme : « Dieu merci, il y a encore certaines gens pour qui le théâtre est une nourriture aussi indispensable à la vie que le pain et le vin. C'est à eux que s'adresse d'abord le Théâtre national populaire. Le TNP est donc, au premier chef, un service public. Tout comme le gaz, l'eau et l'électricité. »

CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

Date	*Aspects politiques*	*Aspects économiques et sociaux*	*Aspects culturels*	*Politique extérieure et coloniale*
1870	Proclamation de la IIIe République			
1871	La Semaine sanglante			
1873	Démission de Thiers, Mac-Mahon président de la République		J. Verne, *Le Tour du monde en 80 jours*	Libération du territoire
1875	Lois constitutionnelles			
1877	Crise du 16 mai		É. Zola, *L'Assommoir*	Discours de J. Ferry sur la politique coloniale
1878			Ouverture de l'Exposition universelle	
1879	Démission de Mac-Mahon. Élection de J. Grévy			
1880	Amnistie des communards Célébration officielle de la fête nationale			
1881	Loi sur les réunions publiques	Loi sur la gratuité de l'enseignement primaire Loi sur la presse		Protectorat en Tunisie
1882	Déroulède fonde la Ligue des patriotes	Loi sur l'enseignement obligatoire et la laïcité de l'enseignement		
1883	Mort du comte de Chambord			Protectorat sur l'Annam
1884	Révision constitutionnelle	Inauguration de la tour Eiffel pour l'Exposition universelle Loi Waldeck-Rousseau		
1885	Démission de J. Ferry		Zola, *Germinal* Pasteur inocule le vaccin contre la rage	Traité de T'ien-tsin. La Chine renonce à l'Annam
1886	Boulanger, ministre de la Guerre	Grève de Decazeville	Drumont, *La France juive*	
1887	Boulanger quitte le ministère			
1888		Premier emprunt russe sur la place de Paris		
1889			Exposition universelle. La tour Eiffel	
1890	Toast d'Alger du cardinal Lavigerie			
1891		Incidents de Fourmies	Encyclique *Rerum novarum*	
1892			Encyclique *Au milieu des sollicitudes*	Convention militaire franco-russe
1894	Assassinat du président Carnot Lois « scélérates », Dreyfus condamné			
1895	F. Faure, président	Naissance de la CGT		Protectorat sur Madagascar

Date	*Aspects politiques*	*Aspects économiques et sociaux*	*Aspects culturels*	*Politique extérieure et coloniale*
1898		Loi sur les accidents de travail	Zola, *J'accuse*. Ligue des droits de l'homme 1re émission de TSF depuis la tour Eiffel 1er salon de l'Auto à Paris	Évacuation de Fachoda
1899	Tentative de coup d'État de Déroulède Fondation de l'Action française		Fondation du journal *Ouest-France*	Convention diplomatique secrète avec la Russie
1900		Le premier tronçon du métro est mis en service La loi Millerand-Colliard limite la durée du travail à soixante heures par semaine	Inauguration de l'Exposition universelle	
1901	Fondation du Parti radical et radical-socialiste	Loi sur les associations	1er salon de l'Automobile	
1902			Fermeture des écoles appartenant aux congrégations et qui ne sont pas autorisées	Accord secret de neutralité franco-italien
1903			Premier Tour de France	
1904		Premier numéro de *L'Humanité*	Loi interdisant l'enseignement à tous les congrégationnistes, autorisés ou non	Entente cordiale avec l'Angleterre Rupture des relations diplomatiques avec le Vatican
1905	Fondation de la SFIO Loi sur la séparation de l'Église et de l'État			Service militaire réduit à deux ans Guillaume II à Tanger
1906	Création du ministère du Travail et de la Prévoyance Réhabilitation de Dreyfus	Repos hebdomadaire obligatoire de vingt-quatre heures Charte d'Amiens		Conférence d'Algésiras
1909				Accord franco-allemand sur le Maroc
1911			Fondation de la NRF	La canonnière allemande Panther à Agadir
1912				Traité de protectorat avec le Maroc
1913	Poincaré élu président de la République Loi de trois ans			
1914	Attentat de Sarajevo Assassinat de Jaurès	Nouvel emprunt russe		
1915	Démission du cabinet Viviani ; formation du cabinet Briand		Fondation du *Canard Enchaîné* R. Rolland, *Au-dessus de la mêlée*	Torpillage du *Lusitania* Entrée en guerre de l'Italie contre l'Autriche-Hongrie Conférence de Zimmerwald

Date	*Aspects politiques*	*Aspects économiques et sociaux*	*Aspects culturels*	*Politique extérieure et coloniale*
1916			Barbusse obtient le Goncourt avec *Le Feu*	Bataille de Verdun Conférence de Kienthal
1917	Fin du gouvernement d'Union sacrée Clemenceau arrive au pouvoir			L'Allemagne déclare la guerre sous-marine à outrance Entrée en guerre des États-Unis Révolutions russes Mutineries
1918	Signature de l'armistice			Fin de la guerre
1919	Succès du Bloc national aux élections	Loi de huit heures Forte dépréciation du franc		Traité de Versailles
1920	Congrès de Tours Rétablissement de l'ambassade auprès du Saint-Siège		Demangeon, *Le déclin de l'Europe*	
1922			V. Margueritte, *La Garçonne*	Accords de Washington sur les armements navals
1923			Radiguet, *Le diable au corps*	Occupation de la Ruhr
1924	Victoire du Cartel des gauches		*Premier manifeste du surréalisme* Création du poste parisien	Plan Dawes Signature du protocole de Genève Reconnaissance de l'URSS
1925				Signature du pacte de Locarno
1926		Stabilisation du franc	Gide, *Les faux-monnayeurs*	Admission de l'Allemagne à la SDN
1927	Fondation des Croix de Feu		J. Benda, *La trahison des clercs* Mise à l'index de l'Action française Fondation de la JOC	Évacuation de la Sarre par les Français
1928		Dévaluation du franc de 80 %		Signature du pacte Briand-Kellogg
1929		Application de la loi sur les assurances sociales		Jeudi noir Plan Young
1931		51 % des Français habitent dans une ville	Exposition coloniale de Vincennes	Exposition coloniale de Vincennes Moratoire Hoover
1933	Exclusion de Déat, Marquet, Montagnon et Renaudel de la SFIO			Hitler chancelier. L'Allemagne quitte la conférence sur le désarmement Signature du pacte de la Petite Entente
1934	Mort de Stavisky Émeutes du 6 février Création du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes		Création du comité de vigilance des intellectuels antifascistes	Entrée de l'URSS à la SDN

Date	*Aspects politiques*	*Aspects économiques et sociaux*	*Aspects culturels*	*Politique extérieure et coloniale*
1935			Fondation de l'hebdomadaire *Vendredi* J. Giraudoux, *La guerre de Troie n'aura pas lieu*	La Sarre vote son rattachement à l'Allemagne Agression de l'Éthiopie par l'Italie
1936	Victoire du Front populaire Accords Matignon		Gide, *Retour de l'URSS* Fondation de la revue *Europe*	Occupation de la Rhénanie Début de la guerre civile en Espagne Blum décrète la non-intervention
1937	Blum annonce la pause Chute de Blum		Exposition internationale de Paris	
1938	Daladier obtient la confiance			Hitler réalise l'*Anschluss* Conférence de Munich
1939	Dissolution du PCF Désertion de Thorez	Adoption du Code de la famille	Bernanos publie *Nous autres Français*	Traité de non-agression germano-soviétique L'URSS exclue de la SDN Signature du pacte d'acier Victoire de Franco Début de la deuxième guerre mondiale
1940	La Chambre vote la déchéance des députés communistes Le Conseil des ministres repousse le projet d'union franco-britannique Le gouvernement quitte Paris Arrivée au pouvoir de Pétain Premier statut des juifs		Instauration des chantiers de jeunesse Liste Otto interdisant la diffusion d'auteurs juifs et d'ouvrages patriotiques	Entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Allemagne Signature de l'armistice
1941	J. Carcopino, ministre de l'Éducation, supprime la gratuité de l'enseignement secondaire Création de la fête des mères	Charte du travail interdisant grèves et le *lock-out*	Circulaire qui intègre l'enseignement religieux dans les horaires scolaires	Signature de la charte de l'Atlantique
1942	L'armée allemande occupe tout le territoire Laval reprend la tête du gouvernement Rafle du Vel d'Hiv'		Vercors, *Le silence de la mer* Camus, *L'Étranger*	
1943	Constitution du CNR Création de la milice			Défaite de Stalingrad
1944		Conférence de Bretton Woods		Débarquement allié en Normandie
1945		Création de la Sécurité sociale Mouvements de nationalisations	Exécution de Brasillach Sartre, *L'existentialisme est un humanisme* Création dumagazine *Elle* et premier numéro des *Temps modernes*	Conférences de Yalta et de Potsdam Fin de la deuxième guerre mondiale Début du procès de Nuremberg

Date	*Aspects politiques*	*Aspects économiques et sociaux*	*Aspects culturels*	*Politique extérieure et coloniale*
1946	Démission de De Gaulle Adoption de la constitution de la IVe République par référendum Discours de Bayeux	Création du commissariat général au plan Présentation de la 4 CV de Renault au salon de l'Automobile	Création du festival de Cannes Accords Blum-Byrnes	Échec de la Conférence de Fontainebleau
1947	V. Auriol, président de la République Éviction des communistes du gouvernement Ramadier Création du RPF	Accords du GATT	Création du festival d'Avignon	Plan Marshall Indépendance de l'Inde
1948		Présentation de 2 CV de Citroën au salon de l'Automobile	Déclaration universelle des Droits de l'homme	Blocus de Berlin Création de l'État d'Israël
1949			Début du procès Kravchenko	Naissance de l'OTAN
1950		Création du SMIG	Lancement de l'hebdomadaire *France Observateur*	Début de la guerre de Corée
1951	Fondation du Centre national des indépendants et paysans Vote de la loi Barangé		Création du TNP par J. Vilar Camus, *L'homme révolté*	Création de la CECA
1952	Pinay au pouvoir		Manifestation communiste à Paris contre Ridgway	Signature du traité de CED
1953	Coty, président de la République	Grève dans les transports et chez Renault Apparition du livre de poche	Naissance de *L'Express* Rome condamne les prêtres-ouvriers	Mort de Staline
1954	PMF au pouvoir		S. de Beauvoir reçoit le Goncourt pour *Les mandarins*	Désastre de Diên Biên Phû Insurrection algérienne Rejet de la CED
1955		Fondation d'Europe N° 1		Conférence de Bandung
1956	G. Mollet au pouvoir	Troisième semaine de congés payés	Rupture de Sartre avec le PCF	Intervention à Suez XXe Congrès du PCF Intervention Russe à Budapest
1957			Camus, prix Nobel	Bataille d'Alger Signature des traités de Rome
1958	Retour au pouvoir du général de Gaulle	Dévaluation et création du nouveau franc Fondation de Radio-Luxembourg		

BIBLIOGRAPHIE

1 / OUVRAGES GÉNÉRAUX SUR LA PÉRIODE

C. Ambrosi, B. Galloux, *La France de 1870 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 7e éd., 1997.
J.-M. Mayeur, *La vie politique sous la IIIe République*, Paris, Le Seuil, « Points-Histoire », 1984.
A. Nouschi, M. Agulhon, *La France de 1940 à nos jours*, Paris, Nathan, 1998.
M. Agulhon, *La République (1880 à nos jours)*, Paris, Hachette, 1990.
G. Duby, *Histoire de la France de 1852 à nos jours*, Paris, 1989.

2 / POLITIQUE EXTÉRIEURE ET COLONIALE

J.-B. Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 11e éd., 1986.
J.-B. Duroselle, *Politique étrangère de la France. La décadence (1932-1939)*, Paris, Le Seuil, « Points-Histoire », 1979.
J. Doise, M. Vaisse, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire (1871-1991)*, Paris, Le Seuil, « Points », 1992.
A. Topor, *L'Afrique au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1993.
M. Michel, *Décolonisation et émergence du Tiers Monde*, Paris, Hachette, 1993.

3 / ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

P. Guillaume, *Histoire sociale de la France au XXe siècle*, Paris, Masson, 1993.
F. Caron, *Histoire économique de la France, XIXe-XXe siècles*, Paris, Armand Colin, 2e éd., 1995.
A. Broder, *Histoire économique de la France au XXe siècle (1914-1997)*, Paris, Ophrys, 1998.
Le Monde : Croissance et crises, numéro spécial des *Dossiers et documents*, octobre 1996.

4 / ASPECTS CULTURELS

P. Goetschel, *Histoire culturelle et intellectuelle de la France au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1995.
M. Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Le Seuil, 1997.
J. Rioux, J.-F. Sirinelli, *Le temps des masses. Le XXe siècle*, Paris, Le Seuil, vol. 4, 1998.
M. Cointet, *Histoire culturelle de la France de 1918 à 1958*, Paris, SEDES, 1989.
J.-F. Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2e éd., 1992.